



**Conseil National du
Patronat du Mali**

Baromètre de Conjoncture des Entreprises du Mali

Edition 2021 - Rapport préliminaire

3 décembre - 2021

Conseil National du Patronat du Mali

Baromètre de Conjoncture des Entreprises du Mali

Edition 2021 - Rapport préliminaire

Le présent document est le rapport préliminaire du Baromètre de Conjoncture des Entreprises du Mali, Edition 2021. Il est prévu contractuellement en vue :

1. d'informer sur l'état d'avancement des travaux sur le terrain : administration des questionnaires, notamment ;
2. de constater la validité des données et informations recueillis au niveau d'avancement ;
3. de livrer quelques données issues des premiers traitements de ces données et informations.

Il porte sur 90 entreprises enquêtées et validées.

Le Baromètre de Conjoncture des Entreprises est une initiative du CNPM, qui consiste à identifier le point de vue des dirigeants d'entreprises sur le climat dans lequel leurs affaires se créent et se développent. Il constitue un des outils correspondant à sa stratégie consistant à organiser son plaidoyer sur des bases tangibles ; notamment sur la base de ce qui est important pour les entreprises.

Nota : le document va livrer principalement des données brutes ; les analyses portées sont provisoires parce que nous attendons les données à collecter encore sur 30 à 60 entreprises.

L'étude est réalisée par l'équipe de l'Institut Africain de l'Entreprise.

Daha Tidiane BA

Directeur de l'Institut Africain de l'Entreprise

3 décembre -21

Avertissement : Les informations fournies dans ce document sont strictement conformes aux observations faites par les entreprises, qui sont les seules sources utilisées.

Etude réalisée par :

Institut Africain de l'Entreprise

Niamacoro CITE UNICEF – BPE 4583

NIF : 084101846A - ☎ 66 71 38 99

✉ : dahatb@gmail.com

Contact : Daha Tidiane BA



Table des matières

Chapitre 1. Etat d'avancement et nouveautés.....	8
Chapitre 2. Les Entreprises de l'Edition 2021	9
Chapitre 3. Les performances réalisées en 2020	10
1. Les performances moyennes.....	10
2. Les progressions.....	10
3. Les créances sur l'Etat.....	11
4. Les facteurs internes explicatifs des performances.....	12
5. Les facteurs externes explicatifs des performances.....	13
Chapitre 4. Les perceptions sur les marchés	15
6. La perception du marché de facteurs (disponibilité et coûts).....	15
7. La perception du marché principal.....	16
Chapitre 5. Les perceptions des infrastructures de base.....	18
Chapitre 6. Les perceptions sur les lois et réglementations	19
8. Le niveau de connaissance des lois et réglementations	19
9. Perception de l'adaptation des lois et réglementations	20
Chapitre 7. La perception des structures d'appui	21
10. Structures d'appui déjà sollicitées.....	21
11. Le niveau de satisfaction avec les structures d'appui sollicitées.....	22
12. La connaissance et la crédibilité des structures de régulation	23
Chapitre 8. Les projections des entreprises pour 2021	25
13. Les prévisions d'activités pour 2021	25
14. Les prévisions d'investissement en 2021.....	26
Chapitre 9. La perception du traitement des attentes vis-à-vis de l'Etat.....	28
15. Les attentes des entreprises.....	28
Attentes majeures.....	28
Attentes majeures par catégorie d'entreprise.....	28
16. Les priorités majeures de l'Etat et des institutions publiques	29
Priorités majeures de l'Etat, suivant la perception des chefs d'entreprises	29
Priorités majeures de l'Etat, par taille des entreprises.....	30
17. Analyse comparée des priorités majeures de l'Etat et des institutions avec les attentes majeures du secteur privé.....	31
Analyse avec toutes les catégories d'entreprises confondues.....	31
Analyse des écarts entre attentes majeures et priorités majeures, avec les entreprises regroupées par taille	32
Chapitre 10. Les Annexes.....	33
18. Le périmètre conceptuel de l'enquête.....	33
19. La définition des types d'entreprises	33
20. Echantillon - Caractéristiques générales	35
21. Echantillon – Nationalités des entreprises.....	36
22. Performances globales – Moyennes	37
23. Performances globales – Cumuls	37

24. Performances – Progression par rapport à 2019, par Taille	37
25. Performances – Progression par rapport à 2019, par Secteur d'activité.....	38
26. Progression par rapport à 2019, par Nationalité.....	39
27. Facteurs internes explicatif des performances	39
28. Facteurs externes explicatifs des performances.....	41
29. Perceptions du marché des facteurs.....	43
30. Prévisions pour 2021 (1).....	44
31. Prévisions pour 2021 (2)	44
Prévisions pour 2021 (3).....	45
32. Perception du marché principal (1).....	45
33. Perception du marché principal (2).....	46
34. Les concurrents – les principales nationalités concurrentes	47
35. Niveau de satisfaction des infrastructures de base.....	48
36. Niveau de Connaissance des lois et règlements (1).....	48
37. Niveau de Connaissance des lois et règlements (2)	49
38. Adaptation des lois et réglementations (1).....	50
39. Adaptation des lois et réglementations (2)	51
40. Sollicitation des structures d'appui	52
Nombre de recours aux structures d'appui (1).....	52
Nombre de recours aux structures d'appui (2)	53
41. Niveau de satisfaction des prestations de structures d'appui sollicitées	53
42. Connaissance et Crédibilité des structures de régulation	56
Structures citées comme « plutôt connues »	56
Structures citées comme « plutôt crédibles »	57
43. Attentes des entreprises vis-à-vis de l'Etat	58
Attentes toutes catégories confondues.....	58
Attentes des entreprises par catégorie	59
44. Priorités de l'Etat et des institutions publiques	61
Priorités de l'Etat, toutes catégories confondues.....	61
Priorités de l'Etat par catégories.....	62

Liste des Tableaux

Tableau 1. Localisation des entreprises	8
Tableau 2. Les entreprises par taille, réparties suivant la nationalité	9
Tableau 3. Les entreprises par taille, réparties suivant le statut social	9
Tableau 4. Chiffres d'affaires et Investissements des entreprises de l'échantillon	10
Tableau 5. Les agrégats en hausse, par rapport à l'année précédente	10
Tableau 6. Créances sur l'Etat	12
Tableau 7. Facteurs internes explicatifs de performances : ce qui a manqué pour faire mieux	12
Tableau 8. Facteurs internes explicatifs de performances : ce qui a contribué favorablement aux performances	13
Tableau 9. Facteurs Externes ayant joué négativement ou positivement sur les performances ...	13
Tableau 10. Disponibilités et Coûts des facteurs de production	16
Tableau 11. Les produits concurrents	17
Tableau 12. Règles du jeu sur le marché principal	17
Tableau 13. Niveau de satisfaction des infrastructures de base.....	18
Tableau 14. Connaissance des lois et réglementations.....	19
Tableau 15. Adaptation des lois et réglementation – Avis en % du total de la catégorie d'entreprise	20
Tableau 16. Recours aux structures d'Appui dans chaque catégorie d'entreprise.....	21
Tableau 17. Degré de satisfaction des services des structures d'appui - par taille des entreprises.....	23
Tableau 18. Connaissance de la raison d'être des Structures de Régulation (assez bien et très bien).....	24
Tableau 19. Crédibilité des Structures de régulation – Avis « plutôt crédible ».....	24
Tableau 20. Prévisions d'investissement en 2021.....	26
Tableau 21. Domaines d'investissements prévisionnel 2021 par taille des entreprises.....	26
Tableau 22. Domaines d'application des investissement prévisionnels en 2021	27
Tableau 23. Attentes majeures, par taille des entreprises.....	29
Tableau 24. Priorités majeures de l'Etat - par Taille des entreprises.....	30
Tableau 25. Attentes majeures des entreprises v/s Priorités majeures de l'Etat	31
Tableau 26. Ecart entre attentes des entreprises et priorités de l'Etat	32
Tableau 27. Définition des Catégories d'Entreprises	34

Liste des Figures

Figure 1. Caractéristiques générales des Entreprises de l'échantillon	9
Figure 2. Baisses de performances en 2020 par rapport à 2019 – par Taille des entreprises	11
Figure 3. Baisses de performances en 2020 par rapport à 2019 – par Secteur d'activité	11
Figure 4. Disponibilité et Coût des facteurs de production.....	15
Figure 5. Disponibilité et Adaptation des Facteurs de production	16
Figure 6. Perception du marché principal.....	16
Figure 7. La nationalité des concurrents.....	17
Figure 8. Perception des Lois et Réglementations par catégories	19
Figure 9. Structures d'appui déjà sollicitées par les entreprises (en % du nombre d'entreprises ayant sollicité au moins une fois)	21
Figure 10. Degré de satisfaction pour les services des structures d'appui	22
Figure 11. Connaissance de la raison d'être des structures de régulation	23
Figure 12. Crédibilité des Structures de régulation	24
Figure 13. Prévisions d'activités pour 2021.....	25
Figure 14. Prévisions de hausses des agrégats en 2021.....	25
Figure 15. Prévisions d'investissement en 2021	26
Figure 16. Attentes majeures des Entreprises vis-à-vis de l'Etat	28
Figure 17. Perception des priorités majeures de l'Etat.....	30
Figure 18. Ecart entre attentes des entreprises et priorités de l'Etat	31

Liste des noms et abréviations

AGOA	African Growth and Opportunity Act
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
APCMM	Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali
APEJ	Agence pour Promotion de l'Emploi des Jeunes
API	Agence de Promotion des Investissements
BCEM	Baromètre de Conjoncture des Entreprises du Mali
CA	Chiffre d'Affaires
CCIM	Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAPI	Centre Malien de la Propriété Intellectuelle
CNPM	Conseil National du Patronal du Mali
CSP	Centre du Secteur Privé
DNCC	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNI	Direction Nationale de l'Industrie
DNT	Direction Nationale du Travail
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
GE	Grandes Entreprises
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
MdF	Milliard de Fcfa
ME	Moyennes Entreprises
MF	Million Fcfa
PE	Petites Entreprises
PME	Petites et Moyennes Entreprises
TGE	Très Grandes Entreprises
TPE	Très Petites Entreprises
UEMOA	Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

Chapitre 1. Etat d'avancement et nouveautés

Etat d'avancement

A l'image des éditions précédentes du Baromètre de Conjoncture des Entreprises du Mali, nous avons ajusté la base de sondage pour tenir compte des récentes créations d'entreprises et cessations d'activités qui sont intervenues. Elle comprend environ 716 entreprises. Sur cette base, l'administration des questionnaires vise à l'horizon, un échantillon oscillant entre 130 et 170 entreprises.

Ce rapport préliminaire porte sur 90 entreprises enquêtées et validées. Elles sont localisées principalement à Bamako.

Les travaux ont commencé bien plus tard que prévu (2^{ème} semaine d'octobre, soit un mois de décalage), en raison du retard accusé dans le paiement de l'avance de démarrage. De plus, le contexte sécuritaire au Mali complique pour nos agents, le travail d'administration du questionnaire.

Les retours terrain sont attendus pour Mopti, Gao, Sikasso et aussi Bamako.

Région	Nombre	%
Bamako	75	83%
Koulikoro	4	4%
Ségou	3	3%
Sikasso	3	3%
Kayes	5	6%

Rappel

- Dans la ligne à ce qui a été fait à l'édition précédente, la classification des entreprises est conforme aux catégories d'entreprises adoptées récemment par l'UMOA¹.
- Nous avons délibérément écarté les entreprises de la téléphonie ainsi que les Banques & Assurances, du fait des montants extrêmement élevés de leurs agrégats collectés et des spécificités de leurs comptabilités. Nous évitons ainsi des biais dans nos conclusions.

Étapes à venir

Les travaux d'administration de questionnaire, de contrôle, de saisie, de traitement, de tabulation sont toujours en cours.

À ce jour, pour le travail de terrain, nos agents ont reçu 182 entreprises sur les 716 de la base de sondage.

Nous arrêterons ce travail de terrain vers la fin décembre ; en espérant que nous atteindrons d'ici là entre 150 et 160 entreprises enquêtées et validées. À partir de là nous procéderons à la compilation générale pour ensuite faire les comparatifs avec les éditions précédentes. C'est alors que les analyses complètes pourront se faire.

Le rapport final est espéré pour la mi-janvier 2022.

¹ Cf. en annexe « La définition des types d'entreprises ».

Chapitre 2. Les Entreprises de l'Édition 2021

La structure des entreprises qui ont répondu est la suivante :

- 42% des entreprises sont dans l'industrie contre 47% dans les services ;
- suivant le regroupement par taille², 1/3 des entreprises sont des ME, 1/3 sont de GE et 14% sont des TGE.
- 4 entreprises sur 5 ont plus de 10 ans ;
- 4/5^{èmes} des entreprises sont maliennes (capitaux maliens majoritaires).

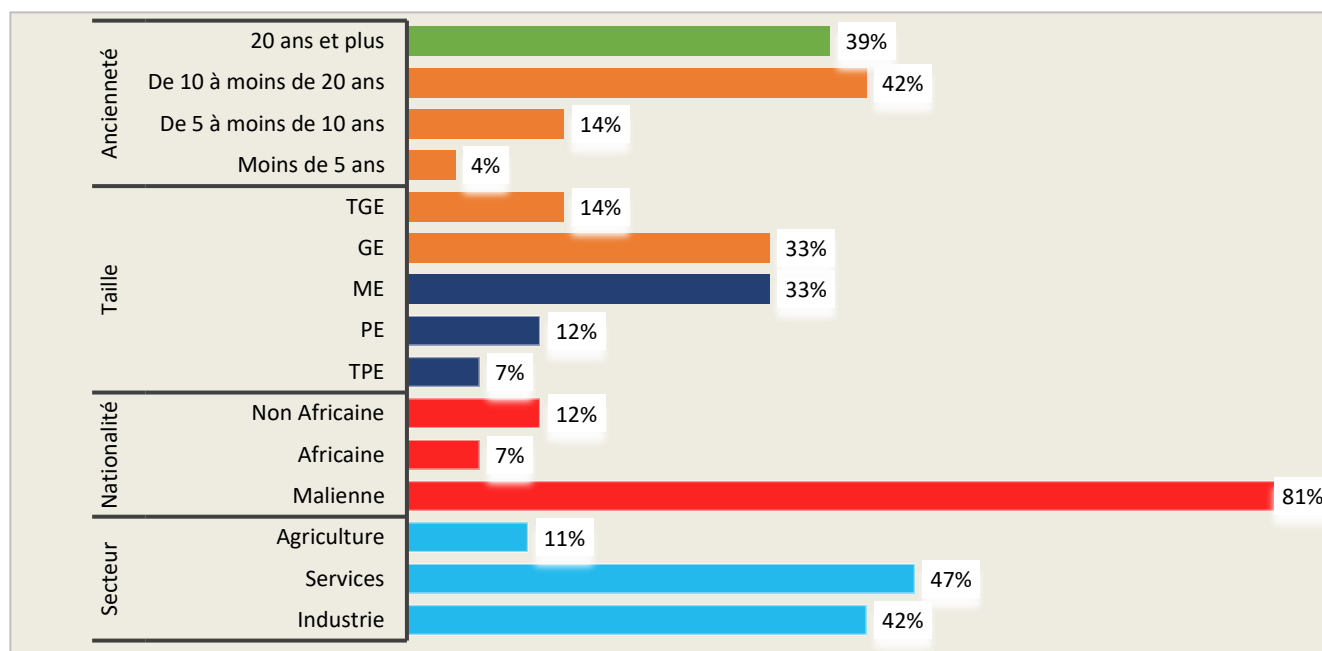


Figure 1. Caractéristiques générales des Entreprises de l'échantillon

- Le tableau ci-dessous montre que parmi les TGE, 46% sont des entreprises étrangères, non africaines.

Tableau 2. Les entreprises par taille, réparties suivant la nationalité

	Maliennne	Africaine	Non Africaine
TPE	100%	0%	0%
PE	100%	0%	0%
ME	83%	10%	7%
GE	87%	3%	10%
TGE	38%	15%	46%

- Les ME et les PE sont principalement des SARL (respectivement 53% et 64% d'entre elles).
- Les GE et les TGE sont principalement des SA privées maliennes (respectivement 73% et 46% d'entre elles).

Tableau 3. Les entreprises par taille, réparties suivant le statut social

	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Entreprise de propriété individuelle	50%	18%	3%	3%	8%	9%
SARL, SUARL ou SNC	33%	64%	53%	13%	15%	34%
SA Privée maliennne	17%	18%	37%	73%	46%	47%
SA privée, filiale d'une entreprise étrangère			7%	10%	31%	10%

² Cf. en annexe « La définition des types d'entreprises », pour plus de détails sur la catégorisation.

Chapitre 3. Les performances réalisées en 2020

1. Les performances moyennes

Au stade actuel de l'étude :

- Les industries interrogées ont fait en moyenne un peu plus de 14 MdF de chiffre d'affaires, avec un investissement moyen de près de 1,4 MdF.
- Les GE ont fait en moyenne un peu plus de 3,8 MdF de CA et ont investi en moyenne près de 1,2 MdF.
- Les entreprises maliennes ont fait 5,4 MdF de CA moyen et 883 MF d'investissement moyen.

Tableau 4. Chiffres d'affaires et Investissements des entreprises de l'échantillon

		Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires			Investissements		
			Cumul		Moyenne	Cumul		Moyenne
Taille	TPE	6	78 385 174	0%	13 064 196	22 375 000	0%	11 187 500
	PE	11	737 462 614	0%	67 042 056	140 927 534	0%	35 231 884
	ME	30	14 115 607 088	2%	470 520 236	10 647 045 573	19%	507 002 170
	GE	30	115 514 415 921	13%	3 850 480 531	25 375 307 476	46%	1 153 423 067
	TGE	13	771 151 282 107	86%	59 319 329 393	19 459 811 810	35%	1 769 073 801
Secteur	Industrie	38	543 020 781 170	60%	14 290 020 557	35 365 125 056	64%	1 360 197 118
	Services	42	321 125 014 082	36%	7 645 833 669	20 148 032 756	36%	746 223 435
	Agriculture	10	37 451 357 652	4%	3 745 135 765	132 309 581	0%	18 901 369
Nationalité	Maliennne	73	394 798 283 856	44%	5 408 195 669	42 401 640 891	76%	883 367 519
	Africaine	6	87 351 228 625	10%	14 558 538 104	918 832 505	2%	229 708 126
	Non Africaine	11	419 447 640 423	47%	38 131 603 675	12 324 993 997	22%	1 540 624 250

2. Les progressions

Hausse des performances

- Par rapport à 2019, peu d'entreprises ont déclaré des hausses de leurs agrégats : 36% des entreprises pour les chiffres d'affaires, 32% pour les investissements et 19% pour la trésorerie.
- une majorité des TGE a eu des hausses de chiffres d'affaires et de marges (respectivement 77% et 55% d'entre elles) ; en revanche moins de 4 entreprises sur 10 parmi elles ont investi davantage et 1/3 a déclaré une hausse de trésorerie.
- au regard de la nationalité, les entreprises non africaines présentent de meilleures performances : 55% ont déclaré une hausse de CA et 45% une hausse de leurs trésoreries.
- les industriels déclarent pour 51% d'entre eux une hausse de CA, et 37% une hausse des investissements.

Tableau 5. Les agrégats en hausse, par rapport à l'année précédente

Performances en Hausse	Global	Nationalité			Taille					Secteur		
		Maliennne	Africaine	Non Africaine	TPE	PE	ME	GE	TGE	Industrie	Services	Agriculture
Chiffres d'affaires	36%	35%	17%	55%	0%	27%	30%	34%	77%	51%	21%	40%
Investissements	32%	32%	33%	33%	0%	0%	47%	25%	38%	37%	35%	0%
Marges	21%	19%	17%	36%	20%	9%	19%	15%	55%	24%	18%	25%
Trésorerie	19%	14%	17%	45%	0%	18%	19%	15%	33%	12%	26%	13%

Baisses de performances

Qu'en est-il des cas de baisses de performances ?

- Comme on peut le voir ci-dessous, les baisses des agrégats concernent toutes les catégories d'entreprises, exception faite des TGE.

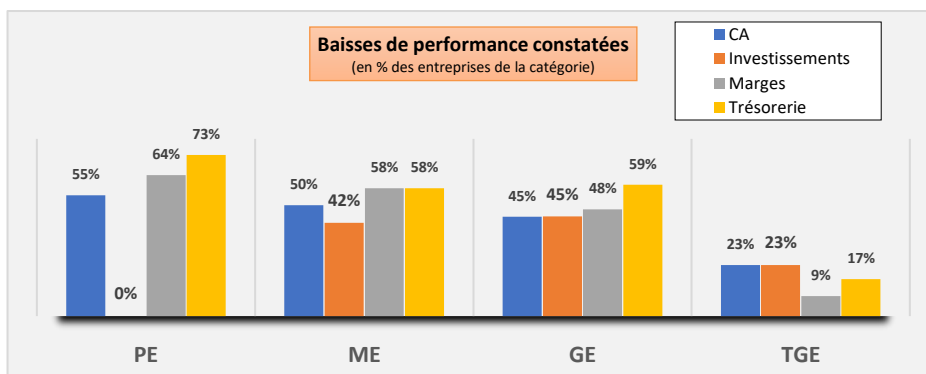


Figure 2. Baisses de performances en 2020 par rapport à 2019 – par Taille des entreprises

- Les records de baisse concernent :
 - les GE, pour au moins 45% d'entre elles pour tous les agrégats et jusqu'à 6/10^{ème} d'entre elles pour le trésorerie ;
 - les ME, pour 6/10^{ème} d'entre elles ont connu de baisses de marges et de trésorerie ; la moitié ayant connu une baisse de CA.
- Les baisses sont moins importantes parmi les industriels ; et concernent autour 60% des entreprises de services (CA, Marges et Trésorerie).

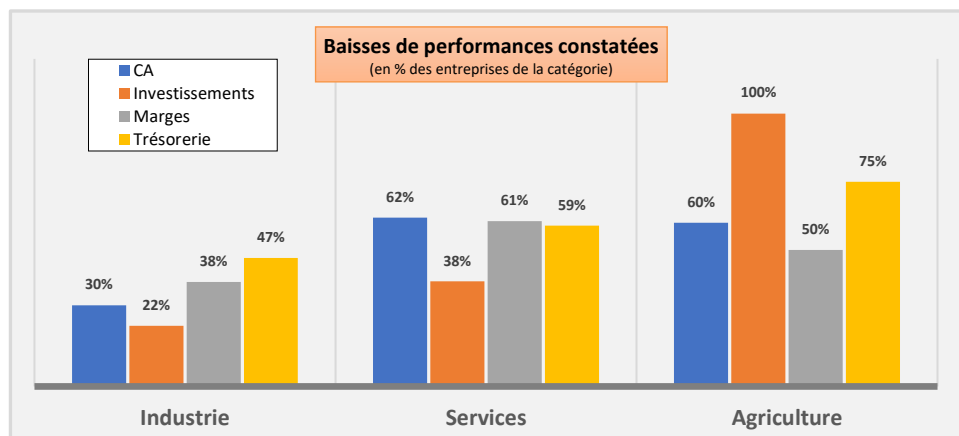


Figure 3. Baisses de performances en 2020 par rapport à 2019 – par Secteur d'activité

3. Les créances sur l'Etat

Les dettes des entreprises sur l'Etat demeurent importantes. Cette créance sur l'Etat s'élève à plus de 900 milliards pour les 90 entreprises prises en compte dans ce rapport préliminaire. Les entreprises qui supportent le plus ces créances sont :

- les industries : 60% du total des créances sur l'Etat,
- les GE : 62% du total,
- les entreprises de 20 ans et plus : 77% du total, comme les entreprises de nationalité malienne.

Tableau 6. Créances sur l'Etat

		Chiffre d'affaires (cumul)	Créances sur l'Etat			
			Cumul	Moyenne	% du cumul des créances	% du CA
Secteur	Industrie	543 020 781 170	5 949 561 202	457 658 554	60%	1,1%
	Services	321 125 014 082	3 749 336 621	249 955 775	38%	1,2%
	Agriculture	37 451 357 652	221 364 578	73 788 193	2 %	0,6%
Taille	TPE	78 385 174	4 900 000	4 900 000	%	6,3%
	PE	737 462 614	7 386 605	3 693 303	%	1,0%
	ME	14 115 607 088	707 743 923	78 638 214	7%	5,0%
	GE	115 514 415 921	6 198 361 105	413 224 074	62%	5,4%
	TGE	771 151 282 107	3 001 870 768	750 467 692	30%	0,4%
Nationalité	Maliennne	394 798 283 856	7 605 017 907	304 200 716	77%	1,9%
	Africaine	87 351 228 625	613 638 265	306 819 133	6%	0,7%
	Non Africaine	419 447 640 423	1 701 606 229	425 401 557	17%	0,4%
Andenneté	Moins de 5 ans	1 810 250 000	-	-	-	-
	De 5 à moins de 10 ans	47 788 118 653	20 923 420	6 974 473	0%	0,0%
	De 10 à moins de 20 ans	269 317 672 653	2 231 671 408	202 879 219	22%	0,8%
	20 ans et plus	582 681 111 598	7 667 667 573	451 039 269	77%	1,3%

Toutefois, le poids de la dette est différent suivant les catégories d'entreprises. Celles sur lesquelles cela pèse le plus, en termes de % du CA, sont :

- les TPE : 6,3% du CA,
- les GE et les ME, respectivement 5,4% du CA et 5% du CA ;
- les entreprises maliennes toutes catégories confondues : près de 2% du CA ;
- les entreprises de plus de 20 ans : 1,3% du CA,
- les entreprises de service : 1,2% du CA.

4. Les facteurs internes explicatifs des performances

Qu'est-ce qui a manqué aux entreprises pour faire mieux, qui est du ressort principal de l'entreprise ?

Tableau 7. Facteurs internes explicatifs de performances : ce qui a manqué pour faire mieux

Ce qui a manqué pour faire mieux	Industrie	PE	ME	GE	Maliennne	Total
Le savoir-faire technique et technologique	18%	45%	28%	17%	30%	25%
Le savoir-faire marketing et commercial	29%	50%	35%	42%	44%	37%
Le savoir-faire managérial	12%	18%	27%	20%	25%	23%
La bonne qualité des équipements	21%	45%	36%	9%	29%	26%
Le bon niveau des ressources financières	53%	64%	62%	63%	65%	59%
Les bons partenariats	38%	73%	41%	39%	44%	40%
Le bon climat social dans l'entreprise	12%	18%	4%	13%	11%	10%

- C'est d'abord le bon niveau des ressources financières qui a manqué aux entreprises (pour 6/10^{ème} de l'échantillon), suivi par le manque de bons partenariats (pour 4/10^{ème} des entreprises) et de savoir-faire marketing et commercial (37% des entreprises).
- une analyse par catégories d'entreprises montre des nuances très importantes :
 - pour les ME, les GE, et les entreprises maliennes au total, c'est l'insuffisance des ressources financières qui est le premier poste de ce qui a manqué : 2/3 d'entre elles.

- Ce même constat est valable pour 53% des industries.
- les PE plébiscitent les bons partenariats à 73%.

Quels sont les facteurs internes qui ont contribué favorablement aux performances.

- c'est principalement (à plus de 70% des entreprises)
 - le bon climat social dans l'entreprise,
 - le savoir-faire managérial
 - le savoir-faire technique et technologique,
 - la bonne qualité des équipements.
- les champions dans la mise en mouvement de leurs capacités internes³ sont les suivantes, dans l'ordre d'importance (le nombre d'item qui ont contribué favorablement pour les performances) :
 - les TGE : 7 items sur les 7,
 - les GE : 6 items sur les 7,
 - ensuite les ME : 6 items sur 7.

Tableau 8. Facteurs internes explicatifs de performances : ce qui a contribué favorablement aux performances

ce qui a contribué favorablement aux performances	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Le savoir-faire technique et technologique	60%	55%	72%	83%	91%	75%
Le savoir-faire marketing et commercial	20%	50%	65%	58%	100%	63%
Le savoir-faire managérial	40%	82%	73%	80%	92%	78%
La bonne qualité des équipements	50%	55%	64%	91%	91%	74%
Le bon niveau des ressources financières	0%	36%	38%	38%	75%	41%
Les bons partenariats	40%	27%	59%	61%	100%	60%
Le bon climat social dans l'entreprise	80%	82%	96%	88%	92%	90%

5. Les facteurs externes explicatifs des performances

Au regard des performances plutôt faibles, comment les facteurs externes suivants ont contribué négativement ou positivement ?

- on peut conclure au regard des données du tableau ci-dessous que l'environnement politico-économique a contribué négativement sur les performances des entreprises au Mali, en 2020.
 - la situation sécuritaire du pays a joué négativement pour toutes les catégories d'entreprises, ainsi que la conjoncture économique générale et la situation politique ;
 - aucun facteur externe n'apparaît comme ayant contribué positivement aux performances pour la majorité des entreprises de la catégorie.
- la réglementation & les procédures administratives sont les facteurs qui apparaissent comme ceux ayant le plus contribué positivement aux performances ; mais pour très peu d'entreprises : 36% des TGE, 27% des GE et 28% des Industries.

Tableau 9. Facteurs Externes ayant joué négativement ou positivement sur les performances

Facteurs Externes Explicatifs	Modalité	Industrie	Services	ME	GE	TGE	Maliennne	Total
Les coûts des facteurs	négativement	45%	33%	33%	57%	36%	46%	41%
	positivement	19%	17%	15%	14%	27%	16%	17%
La réglementation et les procédures administratives	négativement	28%	30%	30%	27%	45%	27%	29%
	positivement	28%	22%	15%	27%	36%	20%	23%
La situation des institutions et structures d'appui	négativement	32%	31%	26%	35%	27%	36%	34%
	positivement	13%	14%	15%	10%	18%	12%	14%

³ suivant le nombre d'items que 50% ou plus des entreprises présente comme ayant agi positivement sur leurs performances.

Edition 2021 - Rapport préliminaire

Facteurs Externes Explicatifs	Modalité	Industrie	Services	ME	GE	TGE	Malienne	Total
La situation des institutions juridiques et judiciaires	<i>négativement</i>	<i>14%</i>	<i>15%</i>	<i>19%</i>	<i>10%</i>	<i>18%</i>	<i>14%</i>	<i>15%</i>
	positivement	17%	15%	11%	20%	36%	18%	17%
La situation politique et sociale	<i>négativement</i>	<i>63%</i>	<i>83%</i>	<i>75%</i>	<i>69%</i>	<i>54%</i>	<i>71%</i>	<i>71%</i>
	positivement	11%	3%	4%	4%	15%	6%	7%
La situation sécuritaire interne	<i>négativement</i>	<i>77%</i>	<i>90%</i>	<i>83%</i>	<i>81%</i>	<i>75%</i>	<i>87%</i>	<i>83%</i>
	positivement	11%	5%	7%	8%	17%	6%	8%
La conjoncture économique générale	<i>négativement</i>	<i>71%</i>	<i>79%</i>	<i>74%</i>	<i>76%</i>	<i>58%</i>	<i>79%</i>	<i>77%</i>
	positivement	12%	3%	4%	8%	17%	5%	6%
L'état des infrastructures de base	<i>négativement</i>	<i>47%</i>	<i>30%</i>	<i>29%</i>	<i>42%</i>	<i>33%</i>	<i>42%</i>	<i>39%</i>
	positivement	9%	8%	7%	13%	8%	6%	9%

Chapitre 4. Les perceptions sur les marchés

6. La perception du marché de facteurs (disponibilité et coûts)

Les entreprises se sont exprimées avec plus de précision sur les facteurs de production, en termes de disponibilité, en qualité ; et en termes de coûts (niveau d'adaptation à leurs moyens).

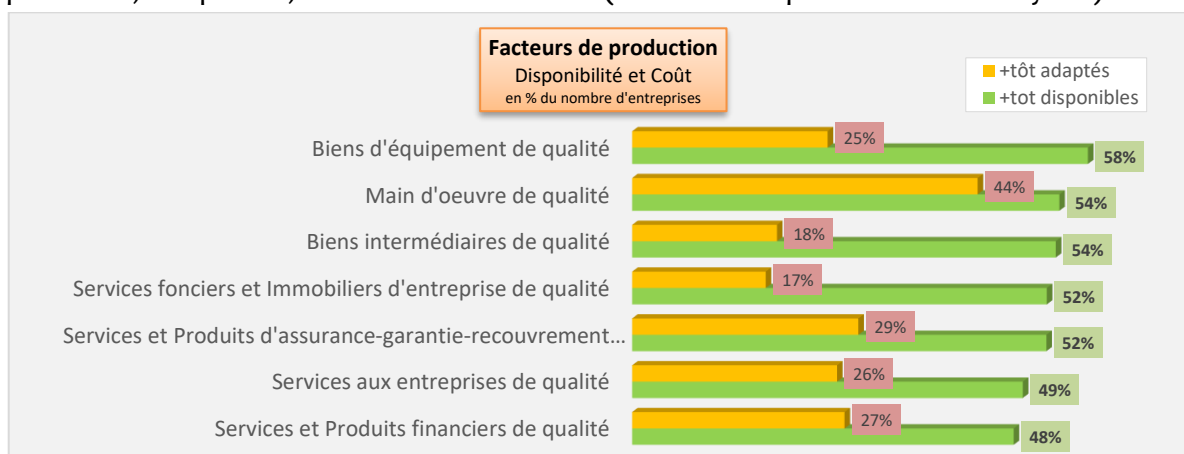


Figure 4. Disponibilité et Coût des facteurs de production

- les entreprises considèrent les facteurs de production comme plutôt disponibles que adaptés en coûts.
 - les facteurs considérés comme les moins disponibles sont les Services & Produits financiers ainsi que les Services aux entreprises.
 - en général les coûts sont plutôt pas adaptés aux moyens des entreprises ; et particulièrement les Services fonciers & immobiliers d'entreprise et les Biens intermédiaires de qualité.

Par catégories principales d'entreprise.

- D'après le tableau ci-dessous, les biens d'équipement sont considérés comme plutôt disponibles :
 - pour l'industrie (2/3 des industriels),
 - pour les GE (3/4 de l'effectif),
 En revanche, seulement 1/4 des effectifs de ces 2 catégories considèrent les coûts comme plutôt adaptés à leurs moyens.
- pour la main d'œuvre de qualité, 54% des entreprises la considèrent comme plutôt disponible contre 56% la considérant avec des coûts plutôt peu adaptés à leurs moyens.
- D'après le tableau ci-dessous, très peu d'entreprises trouvent leur compte dans les coûts de
 - le foncier et l'Immobilier d'entreprise :
 - 21% des industriels et des GE,
 - 19% des ME ;
 - les Biens intermédiaires :
 - 22% des industries et des ME,
 - seulement 15% des GE,
 - 12% pour les entreprises maliennes, en général.

Tableau 10. Disponibilités et Coûts des facteurs de production

Perception des Facteurs	Industrie		PE		ME		GE		Malienne	
	plutôt disponible	plutôt adaptés	plutôt disponible	plutôt adaptés	plutôt disponible	plutôt adaptés	plutôt disponible	plutôt adaptés	plutôt disponible	plutôt adaptés
Main d'œuvre de qualité	63%	50%	45%	36%	43%	34%	69%	39%	51%	37%
Biens d'équipement de qualité	66%	26%	45%	0%	43%	32%	75%	26%	54%	22%
Biens intermédiaires de qualité	68%	22%	36%	9%	39%	22%	70%	15%	51%	12%
Services aux entreprises de qualité	59%	24%	36%	18%	44%	28%	52%	26%	41%	24%
Services et Produits financiers de qualité	61%	29%	18%	36%	41%	25%	61%	26%	42%	21%
Assurance-garantie-recouvrement de qualité	54%	29%	45%	9%	43%	38%	59%	26%	51%	22%
Fonciers et Immobiliers d'entreprise de qualité	57%	21%	36%	9%	50%	19%	58%	21%	52%	13%

Figure 5. Disponibilité et Adaptation des Facteurs de production

7. La perception du marché principal

Nous avons interrogé sur les perceptions qu'ont les chefs d'entreprises de leurs marchés principaux : l'offre, les concurrents, la demande, les pratiques.

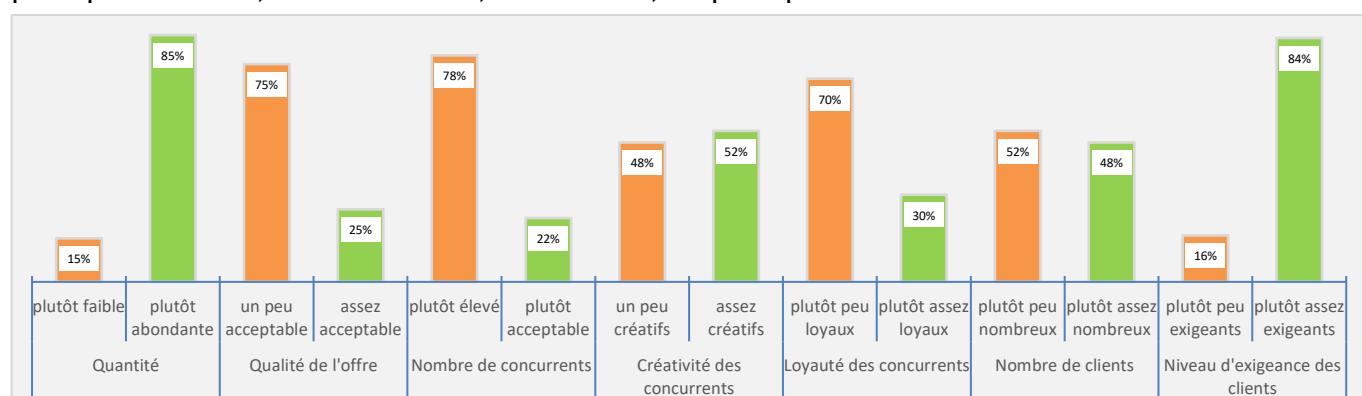


Figure 6. Perception du marché principal

- L'offre de produits est plutôt abondante pour 85% des entreprises.
- La qualité de l'offre est seulement un peu acceptable (75% des entreprises).
- Les concurrents sont plutôt pléthore (avis de 78% des entreprises) et plutôt peu loyaux pour 7 entreprises sur 10.

Origine des produits concurrents.

- Les produits concurrents sont plutôt :
 - maliens, cités au 1^{er} rang par 53% des entreprises,
 - ensuite ouest africains, cités en 2^{ème} rang par 33% des entreprises.

Tableau 11. Les produits concurrents

Nombre de fois (en %) cité au -->	1er rang	2ème rang	3ème rang
Maliennne	53%	10%	13%
Ouest-africaine	11%	33%	6%
Autre africaine	3%	6%	11%
Occidentale	12%	17%	12%
Asiatique	1%	3%	8%
Autre	1%	3%	8%

- Les produits occidentaux concurrents sont cités :
 - en 1^{er} rang par 12% des entreprises,
 - en 2nd rang par 17%,
 - et en 3^{ème} rang par 12%.

Les entreprises concurrentes.

- Les concurrents sont maliens (cités en premier par 74% des entreprises).
- Les ouest-africains sont cités en tête en 2^{ème} position (32%)

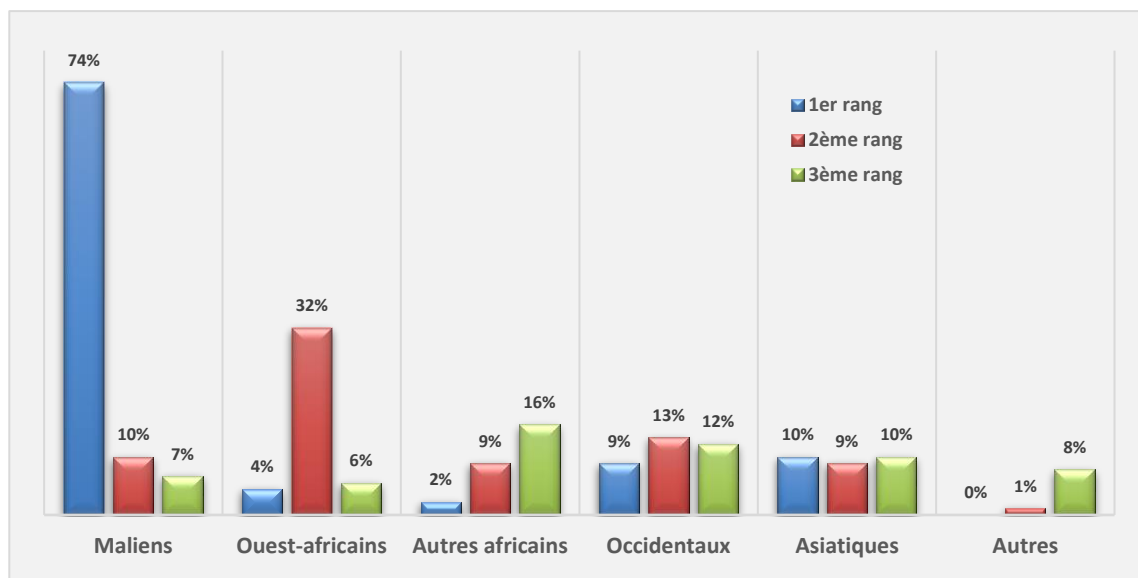


Figure 7. La nationalité des concurrents

Les règles du jeu sur les marchés.

- Il y a plutôt peu de transparence sur les marchés d'après 69% des entreprises.
- Les standards sont plutôt peu respectés, de l'avis de 54% des entreprises.
- Les conditions d'accès sur les marchés sont plutôt difficiles (55% des entreprises).

Tableau 12. Règles du jeu sur le marché principal

Transparence sur le marché	plutôt peu	69%
	plutôt assez	31%
Respect des standards	plutôt peu	54%
	plutôt assez	46%
Conditions d'accès	plutôt difficiles	55%
	plutôt faciles	45%

(% des avis exprimés)

Chapitre 5. Les perceptions des infrastructures de base

La perception des chefs d'entreprises sur les infrastructures de base indique qu'il y a plus d'insatisfaction que de satisfaction.

- les entreprises sont plutôt assez satisfaites des réseaux de téléphonie de l'avis de 28% des dirigeants seulement ; et c'est le score le plus élevé ;
- pour le reste, on a moins de 20% de plutôt assez satisfaits ;
- Les domaines où les insatisfactions sont manifestes (50% et plus d'avis) sont :
 - le Transport ferroviaire (63% des avis exprimés),
 - les Infrastructures d'assainissement et d'évacuation d'effluents (50% des avis),
 - les Routes et Réseaux routiers (49% des avis).

Tableau 13. Niveau de satisfaction des infrastructures de base

Infrastructure	plutôt peu	passablement	plutôt assez
Réseaux de téléphonie, d'internet et de télécommunication	11%	60%	28%
Réseaux d'eau	22%	61%	17%
Frets et transports aériens	22%	62%	16%
Réseaux d'énergie et d'électricité	34%	51%	16%
Services et infrastructures portuaires et douanières	36%	51%	13%
Services postaux	44%	46%	11%
Immobiliers d'entreprise (terrains à bâtir, zones d'activités)	37%	55%	8%
Transport routier et services liés	30%	62%	8%
Fret et Transport ferroviaire	63%	30%	7%
Infrastructures d'assainissement et d'évacuation d'effluents	50%	43%	7%
Routes et Réseaux routiers	49%	48%	2%

Chapitre 6. Les perceptions sur les lois et réglementations

8. Le niveau de connaissance des lois et réglementations

La connaissance qu'ont les dirigeants d'entreprises des lois et réglementations est assez faible. En général, ils estiment en connaître quelques-unes seulement : entre 5 à 7 entreprises sur 10, suivant la matière.

Le tableau ci-dessous nous apprend que :

- S'il existe des dispositions réglementaires d'incitation à la transformation et à l'industrialisation, 43% des entreprises affirment n'en connaître aucune, 45% disent en connaître quelques-unes ;
- 2/3 des dirigeants disent connaître quelques lois et réglementations sur l'accès aux financements, l'accès à la main d'œuvre qualifiée et la régulation des marchés ; 1 sur 5 environ n'en connaissant aucune dans ces domaines ;
- les connaissances sur la fiscalité sont les plus élevées : 4/10^{èmes} connaissent plusieurs lois et réglementations, 5/10^{èmes} quelques-unes.

Tableau 14. Connaissance des lois et réglementations

Lois et réglementations sur ↓	non	quelque unes	plusieurs
Accès aux financements	21%	67%	13%
Accès à la main d'œuvre qualifiée	20%	65%	15%
Régulation et assainissement des marchés	15%	64%	21%
Facilités d'importations	14%	62%	25%
Facilités d'exportation	26%	61%	13%
Protection des droits, de la propriété, des contrats	23%	56%	21%
Accès aux équipements, technologies, permis et licences	34%	51%	16%
Fiscalité (impôts, taxes et autres droits d'enregistrement)	6%	51%	43%
Incitations à la transformation et à l'industrialisation	43%	45%	13%

% des avis exprimés

Par catégories d'entreprises les résultats sont ci-contre, pour quelques domaines importants :

- l'accès aux financements,
- la fiscalité,
- la régulation des marchés.

ils confirment les constats ci-dessus et montrent que les GE sont mieux renseignées que les ME.

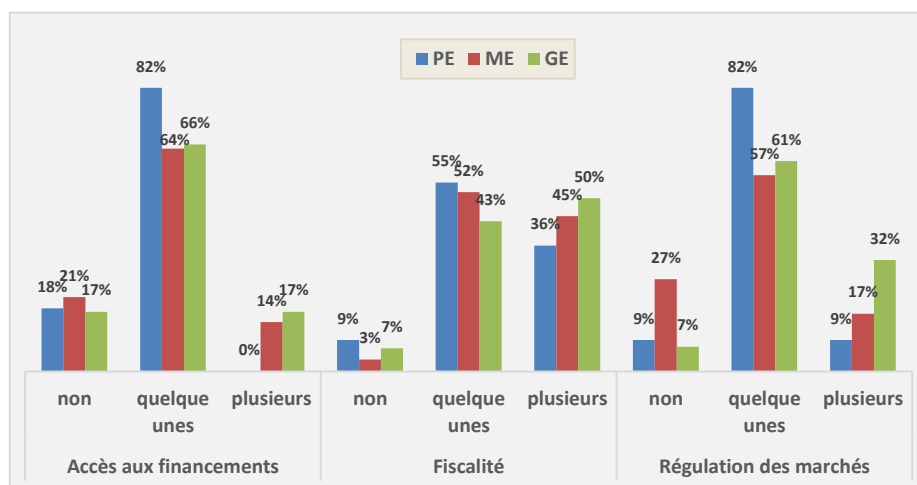


Figure 8. Perception des Lois et Réglementations par catégories

9. Perception de l'adaptation des lois et réglementations

Lorsqu'elles connaissent les lois et les réglementations dans un domaine, les entreprises estiment-elles que celles-ci sont adaptées au contexte malien et à leurs situations réelles ?

- en majorité, pour 4 domaines sur 9 elles répondent 'plutôt oui' à plus de 50% des avis exprimés ; notamment pour :
 - la fiscalité (59% des avis exprimés),
 - et la régulation des marchés (52% des avis exprimés) ;
- environ 6 entreprises sur 10 jugent les lois et réglementations comme 'plutôt non' adaptées à leurs situations pour :
 - l'accès aux financements, 58% du total des avis exprimés, dont 71% des PME, 55% des TGE ;
 - l'accès à la main d'œuvre qualifiée, 61% du total des avis exprimés, dont 79% des PME, 48% des GE ;
 - les facilités d'exportation, 63% du total des avis exprimés ; avec 76% des PME, 56% des TGE.
- les lois et réglementations sur l'accès aux équipements, technologies, brevets et licences sont plutôt peu adaptées aux PME (65% d'entre elles) et aux GE (52% d'entre elles).

Tableau 15. Adaptation des lois et réglementation – Avis en % du total de la catégorie d'entreprise

	TPE		PME		GE		TGE		Total	
	plutôt non	plutôt oui	plutôt non	plutôt oui	plutôt non	plutôt oui	plutôt non	plutôt oui	plutôt non	plutôt oui
Fiscalité	50%	50%	47%	53%	38%	62%	23%	77%	41%	59%
Régulation des marchés	67%	33%	47%	53%	46%	54%	50%	50%	48%	52%
Facilités d'importation	100%	0%	63%	37%	44%	56%	25%	75%	50%	50%
Incitations à l'industrialisation	0%	0%	50%	50%	47%	53%	57%	43%	50%	50%
Accès aux équipements, technologies	0%	100%	65%	35%	52%	48%	33%	67%	52%	48%
Protection des droits, de la propriété	100%	0%	52%	48%	62%	38%	45%	55%	56%	44%
Accès aux financements	100%	0%	71%	29%	38%	63%	55%	45%	58%	42%
Accès à la main d'œuvre qualifiée	50%	50%	79%	21%	48%	52%	45%	55%	61%	39%
Facilités d'exportation	100%	0%	76%	24%	50%	50%	56%	44%	63%	37%

Chapitre 7. La perception des structures d'appui

10. Structures d'appui déjà sollicitées

Les dirigeants d'entreprises ont été interrogés pour savoir s'ils ont déjà sollicité au moins une fois, chacune des structures d'appui que sont l'ANPE, l'API, APEJ, les chambres CCIM-APCAM-APCMM, l'Inspection du travail, le FAFPA, le CSP, le CEMAPI, l'APEX, l'AGOA.

Les structures les plus sollicitées, par plus de la moitié des entreprises, sont :

- l'inspection du travail, par 3/4 des entreprises,
- l'API, par 62% des avis exprimés,
- le CNPM (dans sa fonction d'appui) par 56% des entreprises,
- puis, par 4/10^{ème} des entreprises, ce sont les structures dédiées à :
 - la formation professionnelle (FAFPA),
 - l'emploi (ANPE).

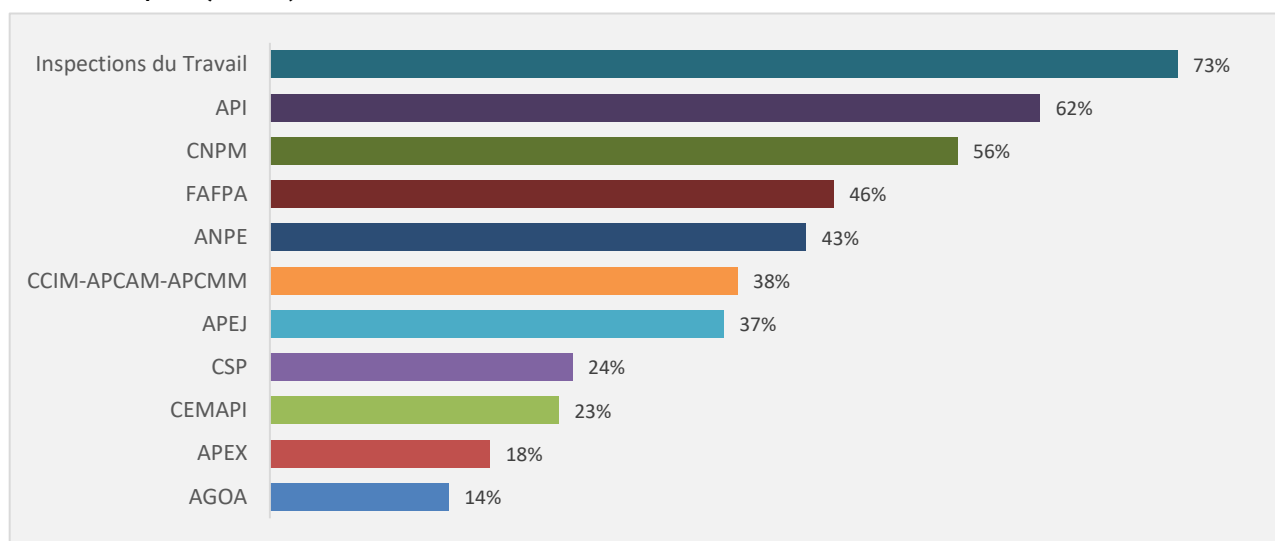


Figure 9. Structures d'appui déjà sollicitées par les entreprises (en % du nombre d'entreprises ayant sollicité au moins une fois)

- Les chambres consulaires et l'APEJ ont été sollicités par un peu plus du 1/3 des entreprises.

Suivant les catégories d'entreprises.

- À l'inverse des entreprises maliennes, les entreprises africaines sollicitent très peu les structures d'appui recensées.

Tableau 16. Recours aux structures d'Appui dans chaque catégorie d'entreprise

	Industrie	Services	ME	GE	TGE	Malienne	Africaine	Non Africaine
API	45%	48%	32%	27%	20%	79%	7%	14%
CNPM	46%	42%	34%	30%	16%	78%	6%	16%
FAFPA	54%	41%	27%	46%	15%	78%	5%	17%
CCIM-APCAM-APCMM	50%	29%	32%	29%	18%	76%	6%	18%
Inspections du Travail	41%	48%	32%	36%	20%	76%	9%	15%
APEJ	48%	39%	30%	30%	21%	73%	6%	21%
ANPE	46%	46%	31%	33%	18%	72%	8%	21%

- Les entreprises qui ont eu recours au CNPM (sa fonction d'appui) :
 - 78% des entreprises maliennes,
 - 46% sont des industriels,
 - 42% des services,
 - 34% des ME,
 - 30% des GE.
- Celles qui sont sollicité les Inspections du Travail (76% sont maliennes), ce sont :
 - 32% des ME,
 - 36% des GE,
 - 48% des services,
 - 41% des industries.

11. Le niveau de satisfaction avec les structures d'appui sollicitées

Les dirigeants d'entreprises ont été interrogés sur leur satisfaction des services de chacune des structures d'appui qu'elles ont eu à solliciter.

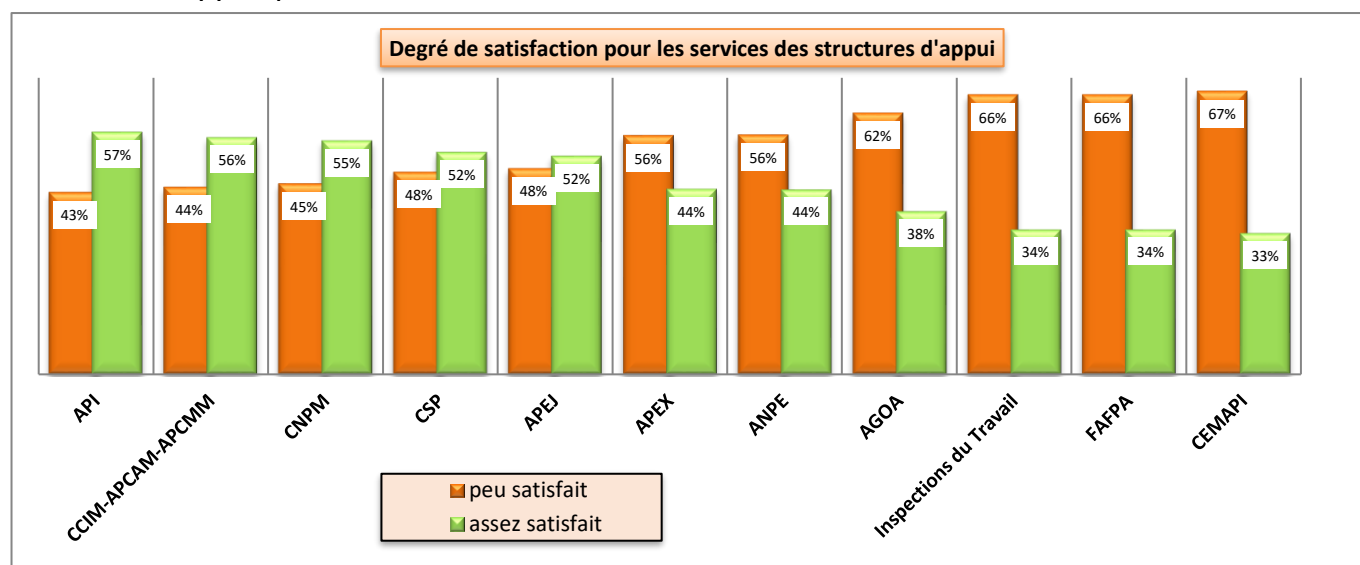


Figure 10. Degré de satisfaction pour les services des structures d'appui

Les structures d'appui pour lesquelles les dirigeants sont assez satisfaits (à plus de 50% des avis) sont les suivantes :

- l'API : 57% d'assez satisfaits,
- les Chambres consulaires : 56% d'assez satisfaits,
- le CNPM : 55% d'assez satisfaits.

Pour l'inspection du travail : seulement 34% d'assez satisfaits, alors que la structure a été sollicité par 73% des entreprises.

Certaines structures ont été relativement peu sollicitées, et présentent toutefois un niveau de satisfaction pour plus de la moitié des entreprises qui les ont sollicité :

- les chambres consulaires : sollicitées par 38% des entreprises, avec 56% de relatives satisfaction
- le CSP : 1/4 des entreprises, avec 52% de satisfaction,
- l'APEJ : 37% ont eu recours, pour 52% assez satisfaits.
- 43% des entreprises ont eu recours à l'ANPE, pour finalement 44% d'assez satisfaits.

Suivant les tailles des entreprises, quelques constats :

- le FAFPA et l'Inspection du travail : en dehors des PE (50% d'assez satisfaits), les autres

catégories d'entreprises en sont assez peu satisfaites ;

- ANPE : seules les TPE en sont satisfaites ;
- API : en dehors des TGE, plus de la moitié dans les autres catégories d'entreprises en sont assez satisfaites.

Tableau 17. Degré de satisfaction des services des structures d'appui - par taille des entreprises

	TPE		PE		ME		GE		TGE	
	peu satisfait	assez satisfait	peu satisfait	assez satisfait	peu satisfait	assez satisfait	peu satisfait	assez satisfait	peu satisfait	assez satisfait
CNPM	67%	33%	57%	43%	38%	63%	40%	60%	50%	50%
ANPE	0%	100%	80%	20%	58%	42%	54%	46%	57%	43%
API	25%	75%	50%	50%	33%	67%	47%	53%	55%	45%
APEJ	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	43%	57%
CCIM-APCAM-APCMM	50%	50%	67%	33%	55%	45%	20%	80%	50%	50%
Inspections du Travail	67%	33%	50%	50%	64%	36%	63%	37%	83%	17%
FAFPA	67%	33%	50%	50%	64%	36%	63%	37%	83%	17%
CSP	0%	100%	50%	50%	80%	20%	33%	67%	50%	50%
APEX	0%	100%	100%	0%	75%	25%	40%	60%	50%	50%
CEMAPI	0%	100%	50%	50%	83%	17%	67%	33%	67%	33%
AGOA	0%	0%	100%	0%	100%	0%	0%	100%	50%	50%

12. La connaissance et la crédibilité des structures de régulation

Connaissance des structures de régulation

Les dirigeants d'entreprises ont été interrogés pour savoir s'ils connaissaient chacune des structures de régulation (leurs raisons d'être) afin de s'enquérir de leur avis sur leurs crédibilités respectives.

Neuf structures ont été prises, qui impactent directement la vie des entreprises : la DGI, la DNCC, la DNI, la DNT, l'INPS, les Directions liées à l'agriculture, les Services judiciaires, l'UEMOA, CEDEAO.

Les dirigeants d'entreprises semblent connaître les raisons d'être de la plupart de ces structures de régulation. En effet, la majorité sait toujours à quoi servent les institutions en question. Celles qui semblent faire exception sont les Directions liées aux questions agricoles ; ce qui est compréhensible dans la mesure où l'échantillon comprend peu d'entreprises du domaine de l'agriculture.

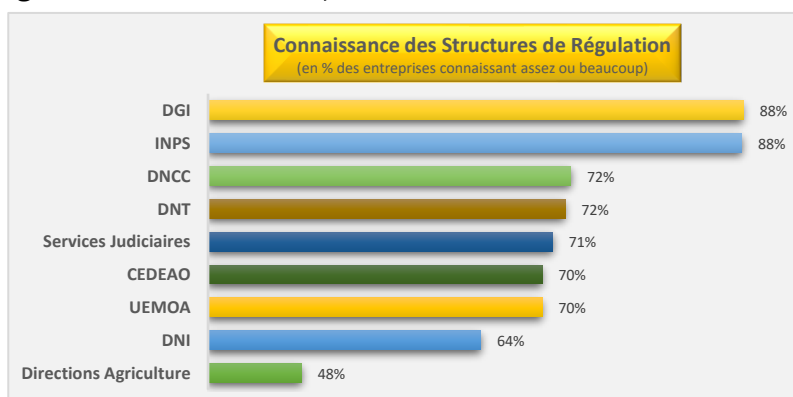


Figure 11. Connaissance de la raison d'être des structures de régulation

- Les structures de prévoyance sociale et des impôts sont plutôt connues par près de 9 entreprises sur 10.
- La Direction du travail, l'UEMOA et la CDEAO, la Direction de la concurrence et les Services judiciaires sont connues par 7 entreprises sur 10.

- Quelques constats intéressants :
 - l'INPS et la DGI sont suffisamment connus des entreprises, quelque soit leurs tailles,
 - la DNCC et la DNT sont nettement moins connues par les PME (même si la majorité l'atteste) que par les GE et les TGE,
 - la DNI semble mieux connue par les GE, dans les mêmes proportions que les Services judiciaires (87% des entreprises).

Tableau 18. Connaissance de la raison d'être des Structures de Régulation (assez bien et très bien)

	PME	GE	TGE
INPS	85%	90%	92%
DGI	83%	93%	92%
UEMOA	63%	80%	70%
Services Judiciaires	61%	87%	73%
CEDEAO	59%	85%	78%
DNCC	58%	92%	85%
DNT	55%	88%	92%
DNI	53%	87%	56%
Directions Agriculture	50%	53%	29%

Crédibilité des structures de régulation⁴

Pour les entreprises ayant estimé qu'elles connaissent les structures de régulation :

- l'INPS est considérée comme assez crédible pour 7 entreprises sur 10 ;
- la DGI pour les 2/3 des entreprises ;
- la DNT et l'UEMOA, pour 6/10^{ème} des entreprises les connaissant ;
- la crédibilité des autres services est en dessous des 50% d'entreprises les connaissant peu ou prou.

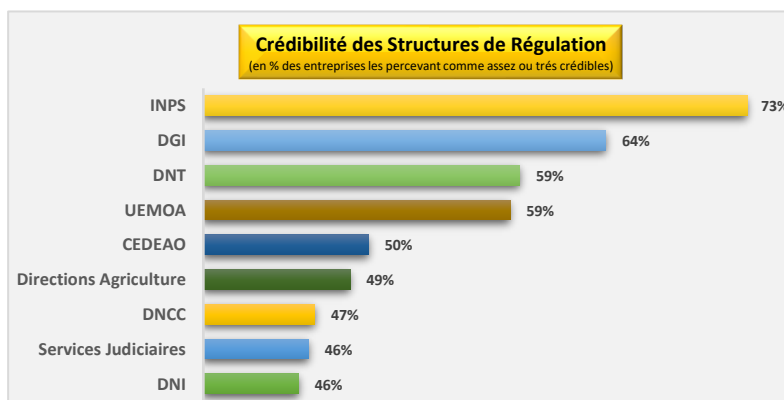


Figure 12. Crédibilité des Structures de régulation

Tableau 19.

Crédibilité des Structures de régulation – Avis « plutôt crédible »

Mise en exergue des PME :

- pour 2/3 ou plus d'entreprises, l'INPS, la DGI et les Directions de l'Agriculture sont crédibles ;
- en revanche : les Services Judiciaires, la DNCC et surtout la DNI manquent de crédibilité pour plus de la moitié des dirigeants interrogés (respectivement 53%, 57% et 64%).

« plutôt crédible »	PME	GE	TGE	Total
INPS	68%	82%	69%	73%
DGI	62%	76%	46%	64%
Directions Agriculture	62%	31%	33%	49%
UEMOA	49%	72%	60%	59%
CEDEAO	49%	54%	44%	50%
DNT	48%	68%	69%	59%
Services Judiciaires	47%	45%	45%	46%
DNCC	43%	52%	50%	47%
DNI	36%	61%	38%	46%

⁴ Crédible = réponse à la question suivante : « Fait-elle ce pourquoi elle existe, ce qui est conforme à sa raison d'être ? »

Chapitre 8. Les projections des entreprises pour 2021

13. Les prévisions d'activités pour 2021

- 51% des entreprises prévoient une hausse de leurs chiffres d'affaires en 2021.
- 4 entreprises seulement sur 10 prévoient les marges et la trésorerie en hausse.
- 56% prévoient de maintenir le niveau des emplois.
- plus de 1/4 des entreprises voient leurs marges et leurs trésoreries en baisse, en 2021.

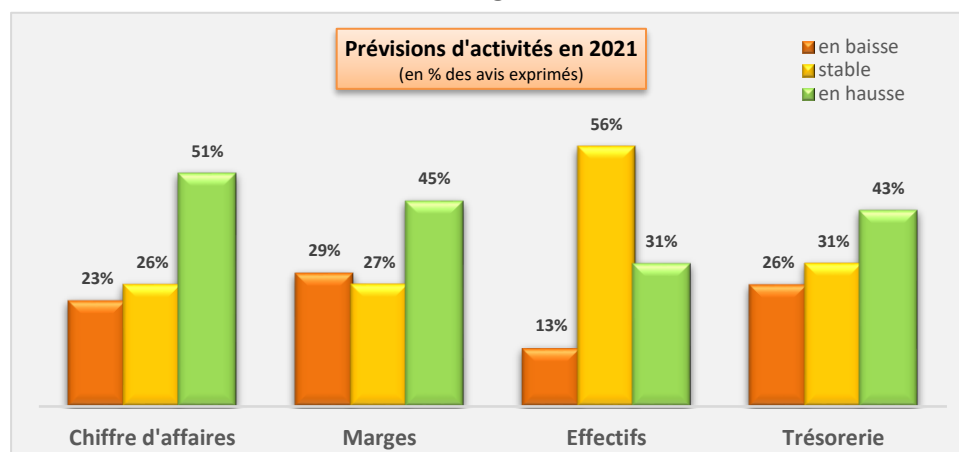


Figure 13. Prévisions d'activités pour 2021

En se focalisant sur les hausses des différents agrégats :

- les TGE : 2/3 prévoient une hausse de CA et la moitié une hausse de leurs marges.
- les GE : autour de 4/10^{ème} des entreprises prévoient une hausse de CA, de marges et de trésorerie.
- les PME : 55% prévoient une hausse de CA et 4/10^{ème} de marge et de trésorerie.
- quel que soit la catégorie, le nombre d'entreprises qui envisagent une hausse des effectifs sont peu nombreuses.

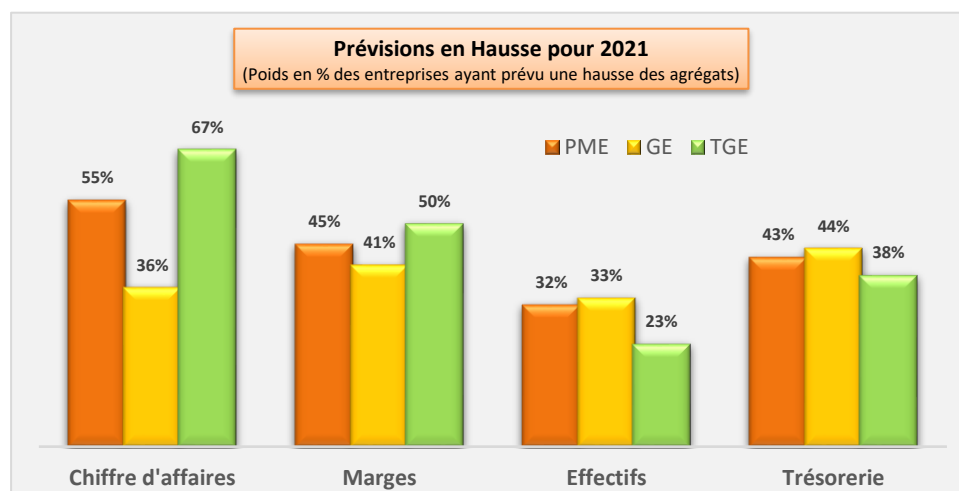


Figure 14. Prévisions de hausses des agrégats en 2021

14. Les prévisions d'investissement en 2021

- Les entreprises interrogées pensent avoir investi pour fin 2021, un peu plus de 670 MF en moyenne.
- parmi les entreprises maliennes qui sont dans le lot :
 - les TGE maliennes pensent investir 3,2 Mds en moyenne,
 - les GE maliennes 835 MF en moyenne.

Tableau 20. Prévisions d'investissement en 2021

Moyennes		Malienne	Africaine	Non Africaine	Total
Taille	TPE	42 100 000	.	.	42 100 000
	PE	255 972 222	.	.	255 972 222
	ME	111 243 966	562 500 000	150 000 000	157 911 782
	GE	835 336 417	1 300 000 000	225 000 000	767 019 134
	TGE	3 210 303 400	530 370 000	1 326 000 000	1 978 521 417
Secteur	Industrie	904 256 853	1 073 580 000	930 000 000	924 621 587
	Services	640 674 474	132 500 000	647 500 000	605 838 910
	Agriculture	23 433 333	.	.	23 433 333
Total		650 428 790	697 148 000	760 500 000	670 343 837

En tête des domaines d'investissement, les entreprises prévoient d'investir dans les équipements de production (41% des entreprises), dans les travaux et bâtiments (34% des entreprises) et dans les stocks de matières (30% des entreprises).

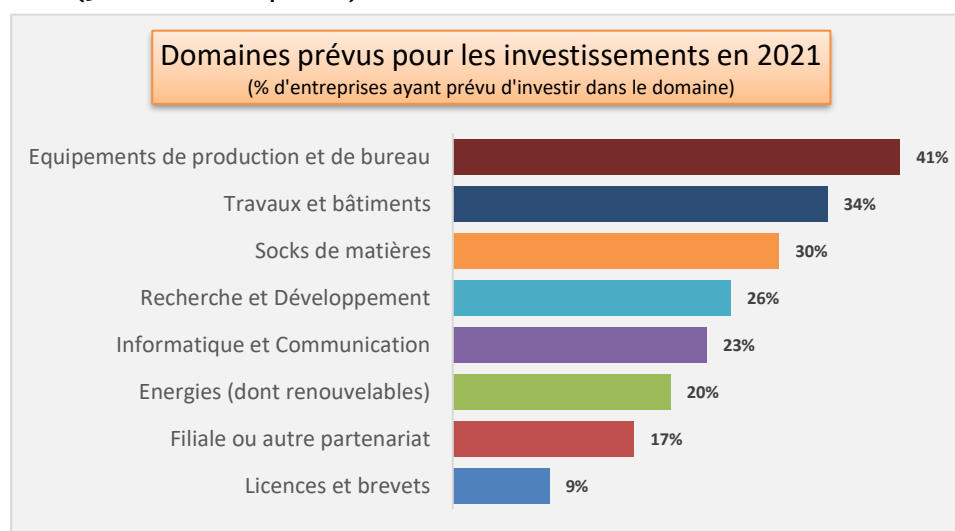


Figure 15. Prévisions d'investissement en 2021

Suivant la taille des entreprises, les données sont les suivantes.

Tableau 21. Domaines d'investissements prévisionnel 2021 par taille des entreprises

% des entreprises de la catégorie	TPE	PE	ME	GE	TGE
Equipements de production et de bureau	33%	18%	47%	43%	46%
Travaux et bâtiments	67%	45%	27%	27%	46%
Stocks de matières	50%	27%	23%	33%	31%
Informatique et Communication	17%	27%	20%	23%	31%
Recherche et Développement	50%	55%	20%	17%	23%
Filiale ou autre partenariat	17%	9%	7%	23%	31%
Energies (dont renouvelables)	50%	27%	7%	20%	31%
Licences et brevets	%	27%	3%	10%	8%

Elles permettent de voir les préoccupations différentes suivant la taille de l'entreprise.

- les TPE : les travaux et bâtiments, les stocks, la recherche & développement, les énergies ;
- les PE : les travaux et bâtiments, la recherche & développement ;
- les ME et les GE : les équipements de production & de bureau ;
- les TGE : les équipements de production & de bureau, les travaux & bâtiments.

Suivant le secteur d'activité, les données sont les suivantes.

Tableau 22. Domaines d'application des investissements prévisionnels en 2021

	Industrie	Services	Agriculture
Equipements de production et de bureau	55%	36%	10%
Travaux et bâtiments	42%	26%	40%
Stocks de matières	39%	21%	30%
Filiale ou autre partenariat	24%	12%	10%
Energies (dont renouvelables)	24%	21%	0%
Informatique et Communication	21%	31%	0%
Recherche et Développement	21%	24%	50%
Licences et brevets	11%	10%	0%

Elles permettent de voir les préoccupations différentes suivant le secteur d'activité.

- les industries : les équipements de production & de bureau, les travaux & bâtiments, les stocks ;
- les services : les équipements de production & de bureau, l'informatique & la communication ;
- l'agriculture : la recherche & développement, les travaux & bâtiments.

Chapitre 9. La perception du traitement des attentes vis-à-vis de l'Etat

15. Les attentes des entreprises

Attentes majeures.

Les domaines où les attentes des dirigeants d'entreprises sont fortes (majeures) :

1. la stabilité politique et la sécurité intérieure (79% des chefs d'entreprises),
2. l'organisation et l'assainissement des marchés (59%),
3. la revue des procédures et mesures fiscales en favorisant les entreprises formelles (58%),
4. l'assurance de la sécurité juridique et judiciaire (54%),
5. la promouvoir le dialogue social (54%).

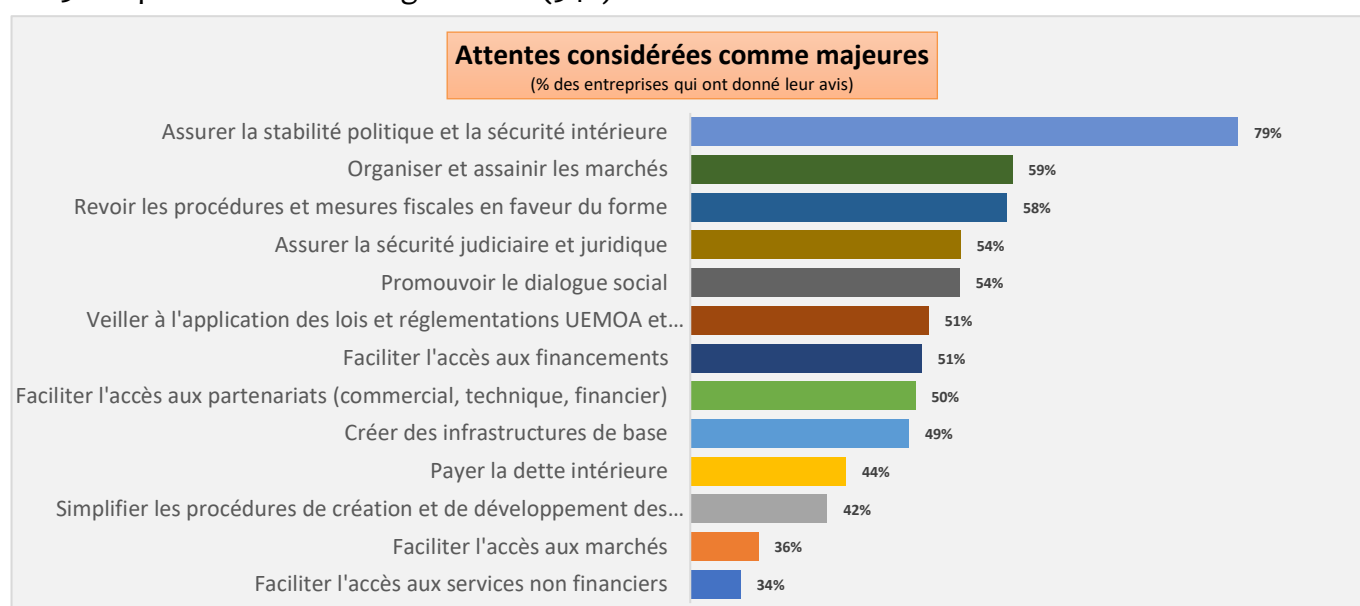


Figure 16. Attentes majeures des Entreprises vis-à-vis de l'Etat

Viennent ensuite les attentes majeures comme :

1. la veille sur l'application des lois et réglementations communautaires (51%),
2. la facilitation de l'accès aux financements (51%).

Attentes majeures par catégorie d'entreprise.

Voici les 3 principales attentes majeures, suivant la taille des entreprises :

- pour les PE :
 - la stabilité et la sécurité intérieures,
 - la revue des procédures fiscales,
 - l'organisation et l'assainissement des marchés.
- pour les ME :
 - la stabilité et la sécurité intérieures,
 - la promotion du dialogue social,
 - la revue des procédures fiscales.

Tableau 23. Attentes majeures, par taille des entreprises

ATTENTES MAJEURES	PE	ME	GE	TGE
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	82%	73%	83%	85%
Promouvoir le dialogue social	64%	60%	52%	31%
Revoir les procédures et mesures fiscales en faveur du formel	82%	52%	57%	54%
Créer des infrastructures de base	67%	48%	52%	25%
Faciliter l'accès aux financements	73%	47%	48%	46%
Organiser et assainir les marchés	82%	45%	64%	54%
Payer la dette intérieure	45%	43%	47%	25%
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	73%	41%	35%	25%
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	73%	41%	59%	42%
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	64%	39%	69%	46%
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	64%	38%	59%	38%
Faciliter l'accès aux marchés	60%	31%	31%	33%
Faciliter l'accès aux services non financiers	73%	24%	36%	15%

- pour les GE :
 - la stabilité et la sécurité intérieures,
 - la sécurité juridique et judiciaire,
 - l'organisation et l'assainissement des marchés.
- pour les TGE :
 - la stabilité et la sécurité intérieures,
 - la revue des procédures fiscales,
 - l'organisation et l'assainissement des marchés.

16. Les priorités majeures de l'Etat et des institutions publiques

Priorités majeures de l'Etat, suivant la perception des chefs d'entreprises

- Selon la perception des dirigeants d'entreprises, aucun des 13 domaines répertoriés ne semble dans les priorités majeures de l'Etat (autrement dit, si plus de la moitié des avis exprimés l'estime comme priorité majeure de l'Etat).
- Seulement 33% des dirigeants d'entreprises considèrent que la stabilité politique et la sécurité intérieure est une priorité majeure pour l'Etat.
- 20% pensent que la simplification des procédures de création et de développement des entreprises est dans les priorités majeures de l'Etat.

Priorités majeures de l'Etat et des Institutions publiques

(% des entreprises qui ont donné un avis)

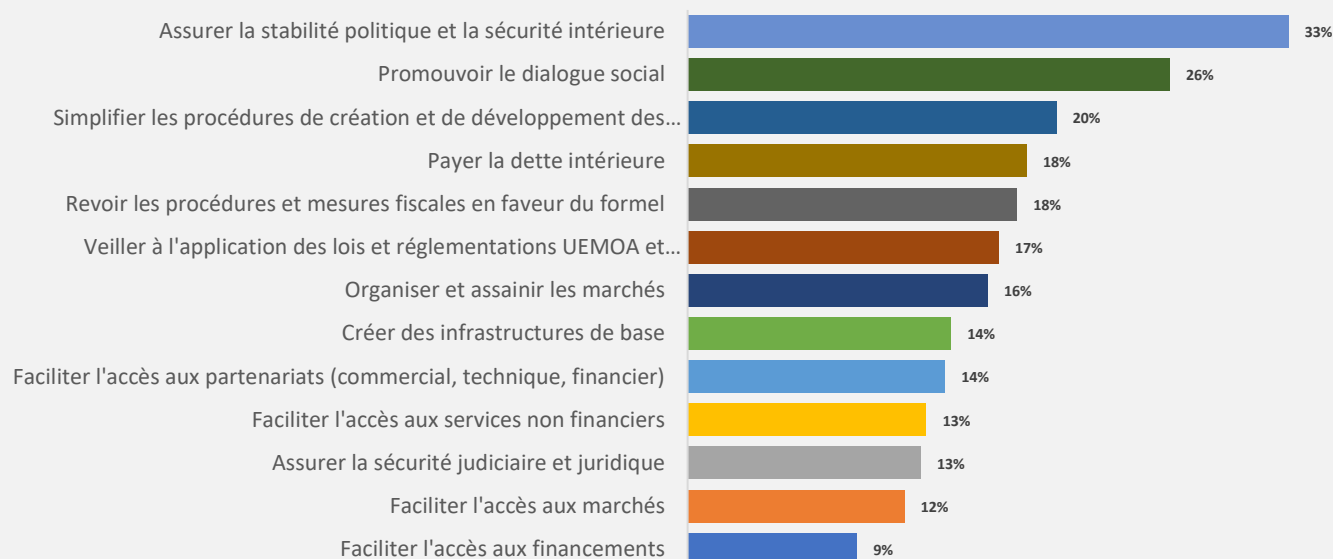


Figure 17. Perception des priorités majeures de l'Etat

Priorités majeures de l'Etat, par taille des entreprises

- De l'avis des PE, ME, GE, aucun domaine de politique de promotion des entreprises n'apparaît comme priorité majeure de l'Etat (soit avec plus de 50% des avis des dirigeants).
- Les plus fortes notes sont décevantes :
 - l'organisation et l'assainissement des marchés : note maxi 27% des PE, note mini 11% des GE,
 - la revue des procédures et mesures fiscales : note maxi 36% des PE, note mini 11% des GE,
 - la sécurité juridique et judiciaire : note maxi 18% des PE, note mini 7% des ME,
 - la facilitation de l'accès aux financements : note maxi 18% des PE, note mini 4% des GE.

Tableau 24. Priorités majeures de l'Etat - par Taille des entreprises

Priorités majeures	PE	ME	GE	TGE
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	18%	33%	30%	42%
Promouvoir le dialogue social	45%	27%	21%	15%
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	36%	21%	4%	17%
Payer la dette intérieure	36%	21%	10%	9%
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	40%	17%	15%	10%
Organiser et assainir les marchés	27%	14%	11%	15%
Revoir les procédures et mesures fiscales en faveur du formel	36%	14%	11%	25%
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	20%	10%	10%	17%
Créer des infrastructures de base	22%	10%	7%	27%
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	18%	7%	10%	15%
Faciliter l'accès aux services non financiers	18%	7%	14%	8%
Faciliter l'accès aux marchés	20%	7%	14%	0%
Faciliter l'accès aux financements	18%	7%	4%	17%

17. Analyse comparée des priorités majeures de l'Etat et des institutions avec les attentes majeures du secteur privé

Analyse avec toutes les catégories d'entreprises confondues

- Globalement, les domaines de politique d'entreprise que les dirigeants considèrent comme attentes majeures ne sont pas pris comme priorités majeures par l'Etat.
- Lorsque les entreprises estiment à 51% que la facilitation de l'accès aux financements est une attente majeure, ce domaine ressort, par seulement 9% des dirigeants, comme faisant partie des priorités majeures de l'Etat : écart de 41 points ; autrement dit, 41% d'insatisfaits.

Tableau 25. Attentes majeures des entreprises v/s Priorités majeures de l'Etat

Analyse comparée des attentes des entreprises et des priorités de l'Etat	attente majeure	priorité majeure
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	79%	33%
Organiser et assainir les marchés	59%	16%
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	54%	13%
Faciliter l'accès aux financements	51%	9%
Revoir les procédures et mesures fiscales en faveur du formel	58%	18%
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	50%	14%
Créer des infrastructures de base	49%	14%
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	51%	17%
Promouvoir le dialogue social	54%	26%
Payer la dette intérieure	44%	18%
Faciliter l'accès aux marchés	36%	12%
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	42%	20%
Faciliter l'accès aux services non financiers	34%	13%

- Les plus gros écarts entre attentes majeures et priorités majeures sont : la stabilité et sécurité (46 points d'écart), l'assainissement des marchés (42 points d'écart), la sécurité juridique et judiciaire (41 points d'écart), l'accès aux financements (41 points d'écart), la revue des procédures fiscales (40 points d'écart).

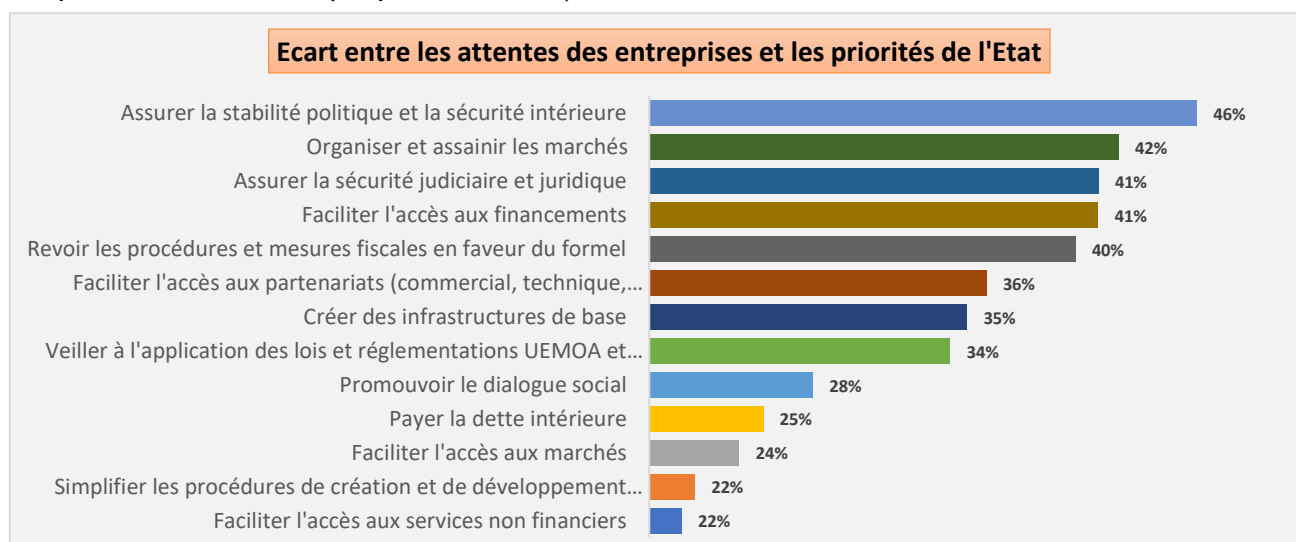


Figure 18. Ecart entre attentes des entreprises et priorités de l'Etat

Analyse des écarts entre attentes majeures et priorités majeures, avec les entreprises regroupées par taille

- Ce sont les PE et les GE qui perçoivent le moins la politique de l'Etat, en matière de prise en compte des préoccupations de entreprises. En effet, sur les 13 items choisis, elles sont plus de 50% (écart attentes/priorités) à ne pas voir leurs attentes majeures prises comme priorités majeures.

Tableau 26. Ecart entre attentes des entreprises et priorités de l'Etat

Ecarts entre Attentes Majeures et Priorités Majeures	PE	ME	GE	TGE
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	64%	40%	53%	43%
Promouvoir le dialogue social	18%	33%	30%	15%
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	45%	32%	59%	31%
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	45%	31%	53%	37%
Organiser et assainir les marchés	55%	31%	53%	38%
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	53%	31%	24%	8%
Créer des infrastructures de base	51%	31%	52%	14%
Faciliter l'accès aux services non financiers	45%	31%	44%	30%
Revoir les procédures et mesures fiscales en faveur du formel	9%	30%	36%	0%
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	33%	29%	33%	36%
Payer la dette intérieure	30%	28%	42%	16%
Faciliter l'accès aux marchés	40%	24%	17%	33%
Faciliter l'accès aux financements	55%	17%	32%	-1%

- Il y a des écarts dépassant la moitié des avis exprimés, pour certaines catégories d'entreprise, qui méritent d'être soulignés :
 - la stabilité politique et la sécurité intérieure : PE et GE ;
 - la sécurité juridique et judiciaire : GE ;
 - l'application des lois de la CDEAO : GE ;
 - l'organisation et l'assainissement des marchés : PE et GE ;
 - l'accès aux partenariats : PE ;
 - la création des infrastructures de base : PE, GE ;
 - l'accès aux financements : PE.

Chapitre 10. Les Annexes

18. Le périmètre conceptuel de l'enquête

L'enquête a porté sur les entreprises qui produisent et vendent des biens et services au Mali.

Pour ne pas biaiser les résultats, elle n'a pas été adressée :

- aux établissements financiers, du fait de la spécificité de leurs systèmes de gestion et de comptabilisation ;
- aux entreprises publiques, du fait de leurs positions trop marquées par leur appartenance à l'Etat.

Les autres catégories d'entreprises ont été prises en compte, quel que soient leurs activités, pour peu qu'elles soient implantées au Mali.

En revanche, elle a exclu volontairement les entreprises non formelles, et celles ayant un caractère d'activité génératrice de revenus comme le petit commerce et le petit artisanat.

Il faut signaler qu'elle a été administrée à des entreprises agricoles et artisanales modernes.

Les entreprises des régions ont été sollicitées, exception faite de celles où la situation sécuritaire est très préoccupante.

19. La définition des types d'entreprises

Cette étude a pour ambition de travailler sur les entreprises au Mali tout en les classant suivant des catégories permettant d'affiner les modalités d'actions, pour impulser et soutenir l'entrepreneuriat, les entreprises et le secteur privé.

La classification ci-dessous est le résultat de l'expertise de l'équipe de projet, qui travaille sur la question depuis plusieurs années.

Les entreprises ont été classées selon le schéma suivant, en s'inspirant de la Décision n°29 du 29/09/2015/CM/UMOA statuant sur le périmètre définissant les PME/PMI pouvant bénéficier du soutien de l'institution et des Etats.

Les catégories intermédiaires ont été volontairement préservées pour former des types d'entreprises aux approches souvent similaires et pour lesquelles les stratégies (ou difficultés) d'appuis des partenaires sont semblables :

1. TPE : Très Petites entreprises ;
2. PE : Petites Entreprises ;
3. ME : Moyennes Entreprises ;
4. GE : Grandes Entreprises.
5. TGE : Grandes Entreprises.

Deux critères principaux ont été choisis, dont le croisement a permis le classement :

- le chiffre d'affaires, qui a été un critère privilégié ;
- le nombre d'employés, qui atténue ce critère vers le bas ; autrement dit l'entreprise aura tendance à descendre dans la catégorie en dessous si le chiffre d'affaires est réalisé par un petit nombre d'employés ; d'un autre côté même si le nombre d'employés est élevé, l'entreprise reste dans une petite catégorie si le chiffre d'affaires n'est pas conséquent.

Concomitamment au chiffre d'affaires, nous avons utilisé le niveau d'investissement comme critère de contrôle.

Tableau 27. Définition des Catégories d'Entreprises

	Nombre d'employés permanents	Chiffre d'affaires annuel	Niveau d'investissement (contrôle)
TPE : Toute Petite Entreprise	< 10 emplois	< 30 millions	< 10 millions
PE : Petite Entreprise	> = 10 emplois et < 50 emplois	>= 30 millions et < 150 millions	> = 10 millions et < 100 millions
ME : Moyenne Entreprise	> = 50 emplois et < 200 emplois	>= 150 millions < 1 milliard	>= 100 millions et < 500 millions
GE : Grande Entreprise	> = 200 emplois	> = 1 milliard < 10 milliards	>= 500 millions et > = 1 milliard
TGE : Très Grande Entreprise	> = 200 emplois	> = 10 milliards	>= 1 milliard

20. Echantillon - Caractéristiques générales

Principaux agrégats

	Nb d'entreprises (*)	Cumul	Moyenne
Effectifs permanents	89	6 390	72
Effectifs temporaires	62	24 105	389
Nombre de personnes embauchées	50	938	19
Nombre de postes supprimés	31	541	17
Chiffre d'affaires	90	901 597 152 904	10 017 746 143
Excédent Brut d'Exploitation	79	90 285 855 517	1 142 858 931
Investissements	60	55 645 467 393	927 424 457
Actifs immobilisés	90	315 183 707 063	3 502 041 190
Créances sur l'Etat	31	9 920 262 401	320 008 465
Créances sur l'Etat de plus de 6 mois	22	6 103 262 741	277 421 034
Créances sur Clients	67	141 623 657 607	2 113 785 934
Emprunts en cours	34	78 838 468 874	2 318 778 496
Dettes fournisseurs en cours	62	142 116 246 124	2 292 197 518
Investissement prévu	67	44 913 037 093	670 343 837

(*) Nombre d'entreprises ayant répondu aux questions spécifiques

Classifications

Items de classification		Nombre d'entreprises	% du total
Statut du répondant	Dirigeant	27	31%
	Cadre	56	64%
	Autre	5	6%
Secteur	Industrie	38	42%
	Services	42	47%
	Agriculture	10	11%
Nombre d'établissements	1	72	82%
	2	5	6%
	3	3	3%
	4	2	2%
	5	2	2%
	7	1	1%
	8	2	2%
	9	1	1%
Nationalité	Malienne	73	81%
	Africaine	6	7%
	Non Africaine	11	12%

Items de classification		Nombre d'entreprises	% du total
Localisation principale	Bamako	75	83%
	Koulikoro	4	4%
	Ségou	3	3%
	Sikasso	3	3%
	Mopti		
	Kayes	5	6%
	Gao		
	Tombouctou		
	Kidal		
	Ménaka		
	Taoudéni		
Statut juridique	Entreprise de propriété individuelle	8	9%
	G.I.E, Coopérative ou Association		
	SARL, SUARL ou SNC	31	34%
	SA Privée malienne	42	47%
	SA privée, filiale d'une entreprise étrangère	9	10%
Nationalité	Malienne	73	81%
	Africaine	6	7%
	Non Africaine	11	12%
Taille	TPE	6	7%
	PE	11	12%
	ME	30	33%
	GE	30	33%
	TGE	13	14%

Effectif et % du total

21. Echantillon – Nationalités des entreprises

		Malienne	Africaine	Non Africaine	Total
Secteur	Industrie	82%	8%	11%	38
	Services	76%	7%	17%	42
	Agriculture	100%	0%	0%	10
Taille	TPE	100%	0%	0%	6
	PE	100%	0%	0%	11
	ME	83%	10%	7%	30
	GE	87%	3%	10%	30
	TGE	38%	15%	46%	13
Emplois permanents	10 employés au plus	91%	0%	9%	11
	De 11 à moins de 50 employés	84%	9%	7%	44
	De 50 à moins de 200 employés	73%	8%	19%	26
	200 employés et plus	75%	0%	25%	8
Ancienneté	Moins de 5 ans	100%	0%	0%	4

		Malienne	Africaine	Non Africaine	Total
	De 5 à moins de 10 ans	85%	8%	8%	13
	De 10 à moins de 20 ans	79%	8%	13%	38
	20 ans et plus	80%	6%	14%	35

22. Performances globales – Moyennes

		Chiffre d'affaires	Investissements	Excédent Brut d'Exploitation	Créances sur l'Etat	Créances sur Clients	Effectifs permanents	Effectifs temporaires
Taille	TPE	13 064 196	11 187 500	5 852 104	4 900 000	4 213 333	7	16
	PE	67 042 056	35 231 884	26 116 716	3 693 303	58 731 253	19	21
	ME	470 520 236	507 002 170	54 191 259	78 638 214	270 753 381	22	19
	GE	3 850 480 531	1 153 423 067	731 584 276	413 224 074	2 599 618 814	108	100
	TGE	59 319 329 393	1 769 073 801	5 241 532 023	750 467 692	6 007 081 706	180	2 397
Secteur	Industrie	14 290 020 557	1 360 197 118	1 386 044 117	457 658 554	1 714 450 799	113	688
	Services	7 645 833 669	746 223 435	1 100 326 220	249 955 775	2 487 803 444	47	209
	Agriculture	3 745 135 765	18 901 369	394 290 181	73 788 193	2 564 714 133	17	46
Nationalité	Malienne	5 408 195 669	883 367 519	611 861 565	304 200 716	1 829 974 988	62	456
	Africaine	14 558 538 104	229 708 126	2 389 530 008	306 819 133	1 787 319 905	55	12
	Non Africaine	38 131 603 675	1 540 624 250	4 285 244 859	425 401 557	3 966 487 079	148	53

23. Performances globales – Cumuls

		Chiffre d'affaires	Investissements	Excédent Brut d'Exploitation	Créances sur l'Etat	Créances sur Clients	Effectifs permanents	Effectifs temporaires
Taille	TPE	78 385 174	22 375 000	17 556 313	4 900 000	12 640 000	43	96
	PE	737 462 614	140 927 534	235 050 443	7 386 605	469 850 027	210	165
	ME	14 115 607 088	10 647 045 573	1 408 972 745	707 743 923	4 873 560 852	671	375
	GE	115 514 415 921	25 375 307 476	20 484 359 714	6 198 361 105	70 189 707 966	3 126	1 897
	TGE	771 151 282 107	19 459 811 810	68 139 916 302	3 001 870 768	66 077 898 762	2 340	21 572
Secteur	Industrie	543 020 781 170	35 365 125 056	47 125 499 963	5 949 561 202	56 576 876 381	4 298	17 879
	Services	321 125 014 082	20 148 032 756	39 611 743 925	3 749 336 621	69 658 496 430	1 918	5 855
	Agriculture	37 451 357 652	132 309 581	3 548 611 629	221 364 578	15 388 284 796	174	371
Nationalité	Malienne	394 798 283 856	42 401 640 891	39 771 001 745	7 605 017 907	96 988 674 370	4 431	23 697
	Africaine	87 351 228 625	918 832 505	11 947 650 039	613 638 265	8 936 599 523	332	37
	Non Africaine	419 447 640 423	12 324 993 997	38 567 203 733	1 701 606 229	35 698 383 714	1 627	371

24. Performances – Progression par rapport à 2019, par Taille

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Progression du CA	en baisse	100%	55%	50%	45%	23%	48%
	stable	0%	18%	20%	21%	0%	16%
	en hausse	0%	27%	30%	34%	77%	36%
	Total	6	11	30	29	13	89

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Progression des investissements	en baisse	100%	0%	42%	45%	23%	37%
	stable	0%	100%	11%	30%	38%	31%
	en hausse	0%	0%	47%	25%	38%	32%
	Total	2	5	19	20	13	59
Carnet de commandes	en baisse	80%	64%	63%	50%	9%	52%
	stable	0%	9%	15%	29%	45%	22%
	en hausse	20%	27%	22%	21%	45%	26%
	Total	5	11	27	28	11	82
Marges	en baisse	80%	64%	58%	48%	9%	50%
	stable	0%	27%	23%	37%	36%	29%
	en hausse	20%	9%	19%	15%	55%	21%
	Total	5	11	26	27	11	80
Trésorerie	en baisse	80%	73%	58%	59%	17%	56%
	stable	20%	9%	23%	26%	50%	26%
	en hausse	0%	18%	19%	15%	33%	19%
	Total	5	11	26	27	12	81

% des entreprises ayant répondu avec cette question

25. Performances – Progression par rapport à 2019, par Secteur d'activité

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Progression du CA	en baisse	30%	62%	60%	48%
	stable	19%	17%	0%	16%
	en hausse	51%	21%	40%	36%
	Total	37	42	10	89
Progression des investissements	en baisse	22%	38%	100%	37%
	stable	41%	27%	0%	31%
	en hausse	37%	35%	0%	32%
	Total	27	26	6	59
Carnet de commandes	en baisse	42%	63%	50%	52%
	stable	31%	16%	13%	22%
	en hausse	28%	21%	38%	26%
	Total	36	38	8	82
Marges	en baisse	38%	61%	50%	50%
	stable	38%	21%	25%	29%
	en hausse	24%	18%	25%	21%
	Total	34	38	8	80
Trésorerie	en baisse	47%	59%	75%	56%
	stable	41%	15%	13%	26%
	en hausse	12%	26%	13%	19%
	Total	34	39	8	81

% des entreprises ayant répondu avec cette question

26. Progression par rapport à 2019, par Nationalité

		Maliennne	Africaine	Non Africaine	Total
Progression du CA	en baisse	49%	50%	45%	48%
	stable	17%	33%	0%	16%
	en hausse	35%	17%	55%	36%
	Total	72	6	11	89
Progression des investissements	en baisse	36%	67%	33%	37%
	stable	32%	0%	33%	31%
	en hausse	32%	33%	33%	32%
	Total	47	3	9	59
Carnet de commandes	en baisse	58%	50%	20%	52%
	stable	18%	33%	40%	22%
	en hausse	24%	17%	40%	26%
	Total	66	6	10	82
Marges	en baisse	54%	50%	27%	50%
	stable	27%	33%	36%	29%
	en hausse	19%	17%	36%	21%
	Total	63	6	11	80
Trésorerie	en baisse	63%	50%	18%	56%
	stable	23%	33%	36%	26%
	en hausse	14%	17%	45%	19%
	Total	64	6	11	81

% des entreprises ayant répondu avec cette question

27. Facteurs internes explicatif des performances

Par secteur d'activité

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Le savoir faire technique et technologique	nous a manqué pour faire mieux	18%	29%	38%	25%
	a contribué significativement	82%	71%	63%	75%
	Total	33	34	8	75
Le savoir faire marketing et commercial	nous a manqué pour faire mieux	29%	41%	56%	37%
	a contribué significativement	71%	59%	44%	63%
	Total	35	34	9	78
Le savoir faire managérial	nous a manqué pour faire mieux	12%	32%	25%	23%
	a contribué significativement	88%	68%	75%	78%
	Total	34	38	8	80

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		Industrie	Services	Agriculture	Total
La bonne qualité des équipements	nous a manqué pour faire mieux	21%	28%	38%	26%
	a contribué significativement	79%	72%	63%	74%
	Total	33	36	8	77
Le bon niveau des ressources financières	nous a manqué pour faire mieux	53%	61%	75%	59%
	a contribué significativement	47%	39%	25%	41%
	Total	34	36	8	78
Les bons partenariats	nous a manqué pour faire mieux	38%	40%	50%	40%
	a contribué significativement	62%	60%	50%	60%
	Total	34	35	8	77
Le bon climat social dans l'entreprise	nous a manqué pour faire mieux	12%	11%	0%	10%
	a contribué significativement	88%	89%	100%	90%
	Total	34	36	8	78

% des entreprises ayant répondu

Par taille des entreprises

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Le savoir faire technique et technologique	nous a manqué pour faire mieux	40%	45%	28%	17%	9%	25%
	a contribué significativement	60%	55%	72%	83%	91%	75%
	Total	5	11	25	23	11	75
Le savoir faire marketing et commercial	nous a manqué pour faire mieux	80%	50%	35%	42%	0%	37%
	a contribué significativement	20%	50%	65%	58%	100%	63%
	Total	5	10	26	26	11	78
Le savoir faire managérial	nous a manqué pour faire mieux	60%	18%	27%	20%	8%	23%
	a contribué significativement	40%	82%	73%	80%	92%	78%
	Total	5	11	26	25	13	80
La bonne qualité des équipements	nous a manqué pour faire mieux	50%	45%	36%	9%	9%	26%
	a contribué significativement	50%	55%	64%	91%	91%	74%
	Total	4	11	28	23	11	77
Le bon niveau des ressources financières	nous a manqué pour faire mieux	100%	64%	62%	63%	25%	59%
	a contribué significativement	0%	36%	38%	38%	75%	41%
	Total	5	11	26	24	12	78

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Les bons partenariats	nous a manqué pour faire mieux	60%	73%	41%	39%	0%	40%
	a contribué significativement	40%	27%	59%	61%	100%	60%
	Total	5	11	27	23	11	77
Le bon climat social dans l'entreprise	nous a manqué pour faire mieux	20%	18%	4%	13%	8%	10%
	a contribué significativement	80%	82%	96%	88%	92%	90%
	Total	5	11	26	24	12	78

% des entreprises ayant répondu

28. Facteurs externes explicatifs des performances

Par secteur d'activité

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Les coûts des facteurs	négativement	45%	33%	63%	41%
	ni plus ni moins	35%	50%	25%	41%
	positivement	19%	17%	13%	17%
	Total	31	36	8	75
La réglementation et les procédures administratives	négativement	28%	30%	33%	29%
	ni plus ni moins	44%	49%	67%	48%
	positivement	28%	22%	0%	23%
	Total	32	37	6	75
La situation des institutions et structures d'appui	négativement	32%	31%	57%	34%
	ni plus ni moins	55%	56%	29%	53%
	positivement	13%	14%	14%	14%
	Total	31	36	7	74
La situation des institutions juridiques et judiciaires	négativement	14%	15%	25%	15%
	ni plus ni moins	69%	71%	50%	68%
	positivement	17%	15%	25%	17%
	Total	29	34	8	71
La situation politique et sociale	négativement	63%	83%	43%	71%
	ni plus ni moins	26%	15%	43%	22%
	positivement	11%	3%	14%	7%
	Total	35	40	7	82
La situation sécuritaire interne	négativement	77%	90%	75%	83%
	ni plus ni moins	11%	5%	13%	8%
	positivement	11%	5%	13%	8%
	Total	35	40	8	83
La conjoncture économique générale	négativement	71%	79%	88%	77%
	ni plus ni moins	18%	18%	13%	17%
	positivement	12%	3%	0%	6%
	Total	34	39	8	81

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		Industrie	Services	Agriculture	Total
L'état des infrastructures de base	négativement	47%	30%	44%	39%
	ni plus ni moins	44%	62%	44%	53%
	positivement	9%	8%	11%	9%
	Total	34	37	9	80

% des entreprises ayant répondu

Par taille des entreprises

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Les coûts des facteurs	négativement	60%	27%	33%	57%	36%	41%
	ni plus ni moins	40%	45%	52%	29%	36%	41%
	positivement	0%	27%	15%	14%	27%	17%
	Total	5	11	27	21	11	75
La réglementation et les procédures administratives	négativement	25%	18%	30%	27%	45%	29%
	ni plus ni moins	50%	64%	56%	45%	18%	48%
	positivement	25%	18%	15%	27%	36%	23%
	Total	4	11	27	22	11	75
La situation des institutions et structures d'appui	négativement	40%	55%	26%	35%	27%	34%
	ni plus ni moins	20%	45%	59%	55%	55%	53%
	positivement	40%	0%	15%	10%	18%	14%
	Total	5	11	27	20	11	74
La situation des institutions juridiques et judiciaires	négativement	25%	11%	19%	10%	18%	15%
	ni plus ni moins	50%	89%	70%	70%	45%	68%
	positivement	25%	0%	11%	20%	36%	17%
	Total	4	9	27	20	11	71
La situation politique et sociale	négativement	100%	73%	75%	69%	54%	71%
	ni plus ni moins	0%	9%	21%	27%	31%	22%
	positivement	0%	18%	4%	4%	15%	7%
	Total	4	11	28	26	13	82
La situation sécuritaire interne	négativement	100%	91%	83%	81%	75%	83%
	ni plus ni moins	0%	0%	10%	12%	8%	8%
	positivement	0%	9%	7%	8%	17%	8%
	Total	5	11	29	26	12	83
La conjoncture économique générale	négativement	100%	91%	74%	76%	58%	77%
	ni plus ni moins	0%	9%	22%	16%	25%	17%
	positivement	0%	0%	4%	8%	17%	6%
	Total	6	11	27	25	12	81
L'état des infrastructures de base	négativement	60%	55%	29%	42%	33%	39%
	ni plus ni moins	40%	36%	64%	46%	58%	53%
	positivement	0%	9%	7%	13%	8%	9%
	Total	5	11	28	24	12	80

% des entreprises ayant répondu

29. Perceptions du marché des facteurs

Disponibilité des facteurs de qualité

	pas du tout disponible	peu disponible	assez disponible	très disponible
Main d'œuvre de qualité	1%	45%	41%	13%
Biens d'équipement de qualité	2%	40%	38%	20%
Biens intermédiaires de qualité	4%	43%	44%	10%
Services aux entreprises de qualité	5%	46%	39%	11%
Services et Produits financiers de qualité	19%	33%	39%	9%
Services et Produits d'assurance-garantie-recouvrement de qualité	13%	35%	44%	8%
Services fonciers et Immobiliers d'entreprise de qualité	12%	35%	48%	5%

% des entreprises ayant répondu

Coûts des facteurs de qualité

	très élevés	assez élevés	peu élevés	pas du tout élevés
Main d'œuvre	10%	46%	40%	3%
Biens d'équipement	30%	46%	21%	4%
Biens intermédiaires	24%	57%	18%	0%
Services aux entreprises	25%	49%	24%	2%
Services et Produits financiers	34%	39%	22%	5%
Services et Produits d'assurance, de garantie et de recouvrement	25%	46%	27%	1%
Services fonciers et Immobilier d'entreprise	31%	52%	17%	0%

% des entreprises ayant répondu

30. Prévisions pour 2021 (1)

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Chiffre d'affaires	en baisse	33%	0%	23%	32%	17%	23%
	stable	0%	36%	27%	32%	17%	26%
	en hausse	67%	64%	50%	36%	67%	51%
	Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Marges	en baisse	33%	22%	28%	37%	17%	29%
	stable	17%	22%	31%	22%	33%	27%
	en hausse	50%	56%	41%	41%	50%	45%
	Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Effectifs	en baisse	0%	9%	20%	11%	8%	13%
	stable	50%	45%	57%	56%	69%	56%
	en hausse	50%	45%	23%	33%	23%	31%
	Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Trésorerie	en baisse	17%	9%	37%	33%	8%	26%
	stable	33%	27%	30%	22%	54%	31%
	en hausse	50%	64%	33%	44%	38%	43%
	Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
% des avis exprimés							

31. Prévisions pour 2021 (2)

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Chiffre d'affaires	en baisse	29%	17%	30%	23%
	stable	26%	33%	0%	26%
	en hausse	46%	50%	70%	51%
	Total	35	42	10	87
Marges	en baisse	30%	28%	30%	29%
	stable	27%	30%	10%	27%
	en hausse	42%	43%	60%	45%
	Total	33	40	10	83
Effectifs	en baisse	9%	14%	20%	13%
	stable	49%	64%	50%	56%
	en hausse	43%	21%	30%	31%
	Total	35	42	10	87
Trésorerie	en baisse	23%	29%	30%	26%
	stable	37%	31%	10%	31%
	en hausse	40%	40%	60%	43%
	Total	35	42	10	87

% des avis exprimés

Prévisions pour 2021 (3)

		Maliennne	Africaine	Non Africaine	Total
Chiffre d'affaires	en baisse	26%	17%	9%	23%
	stable	27%	33%	18%	26%
	en hausse	47%	50%	73%	51%
	Total	70	6	11	87
Marges	en baisse	31%	20%	20%	29%
	stable	25%	40%	30%	27%
	en hausse	44%	40%	50%	45%
	Total	68	5	10	83
Effectifs	en baisse	13%	17%	9%	13%
	stable	57%	67%	45%	56%
	en hausse	30%	17%	45%	31%
	Total	70	6	11	87
Trésorerie	en baisse	29%	33%	9%	26%
	stable	29%	33%	45%	31%
	en hausse	43%	33%	45%	43%
	Total	70	6	11	87

% des avis exprimés

32. Perception du marché principal (1)

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Quantité	très faible	0%	9%	0%	0%	0%	1%
	faible	0%	36%	10%	14%	8%	14%
	normale	17%	0%	45%	38%	46%	35%
	abondante	83%	55%	45%	48%	46%	50%
Qualité de l'offre	mauvaise	33%	9%	10%	7%	15%	11%
	acceptable	50%	73%	66%	67%	54%	64%
	assez bonne	17%	18%	17%	17%	23%	18%
	très bonne	0%	0%	7%	10%	8%	7%
Nombre de concurrents	trop élevé	67%	40%	43%	20%	23%	34%
	assez élevé	33%	30%	27%	63%	54%	44%
	peu élevé	0%	20%	23%	17%	23%	19%
	pas élevé	0%	10%	7%	0%	0%	3%
Créativité des concurrents	non	17%	0%	14%	3%	8%	8%
	oui, un peu	50%	36%	34%	43%	46%	40%
	oui, assez	33%	55%	41%	47%	38%	44%
	oui, très	0%	9%	10%	7%	8%	8%
Loyauté des concurrents	non	40%	40%	21%	18%	23%	24%
	oui, un peu	40%	60%	43%	50%	38%	46%
	oui, assez	20%	0%	36%	29%	31%	27%
	oui, très	0%	0%	0%	4%	8%	2%

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Nombre de clients	pas du tout	33%	18%	7%	17%	8%	13%
	oui, un peu	50%	45%	30%	43%	33%	38%
	oui, assez	0%	27%	47%	30%	42%	35%
	oui, très	17%	9%	17%	10%	17%	13%
Niveau d'exigence des clients	non	0%	0%	3%	0%	0%	1%
	oui, un peu	17%	18%	17%	3%	33%	15%
	oui, assez	50%	45%	37%	40%	33%	39%
	oui, très	33%	36%	43%	57%	33%	45%
Transparence sur le marché	pas du tout transparentes	50%	27%	17%	20%	38%	24%
	très peu transparentes	17%	45%	57%	40%	38%	44%
	assez transparentes	33%	27%	23%	30%	15%	26%
	très transparentes	0%	0%	3%	10%	8%	6%
Respect des standards	pas du tout respectés	0%	27%	20%	0%	8%	11%
	peu respectés	80%	36%	37%	43%	46%	43%
	passablement respectés	20%	27%	23%	33%	31%	28%
	très respectés	0%	9%	20%	23%	15%	18%
Conditions d'accès	très difficiles	67%	10%	21%	24%	8%	22%
	difficiles	33%	0%	34%	38%	46%	33%
	faciles	0%	60%	28%	38%	38%	34%
	très faciles	0%	30%	17%	0%	8%	10%

% des entreprises ayant répondu

33. Perception du marché principal (2)

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Quantité	très faible	0%	2%	0%	1%
	faible	14%	15%	10%	14%
	normale	24%	49%	20%	35%
	abondante	62%	34%	70%	50%
Qualité de l'offre	mauvaise	8%	12%	20%	11%
	acceptable	68%	63%	50%	64%
	assez bonne	18%	17%	20%	18%
	très bonne	5%	7%	10%	7%
Nombre de concurrents	trop élevé	39%	24%	50%	34%
	assez élevé	42%	51%	20%	44%
	peu élevé	18%	17%	30%	19%
	pas élevé	0%	7%	0%	3%
Créativité des concurrents	non	8%	7%	10%	8%
	oui, un peu	42%	37%	50%	40%
	oui, assez	45%	44%	40%	44%
	oui, très	5%	12%	0%	8%
Loyauté des concurrents	non	28%	18%	33%	24%
	oui, un peu	44%	49%	44%	46%
	oui, assez	25%	31%	22%	27%
	oui, très	3%	3%	0%	2%

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Nombre de clients	pas du tout	13%	17%	0%	13%
	oui, un peu	29%	49%	30%	38%
	oui, assez	39%	27%	50%	35%
	oui, très	18%	7%	20%	13%
Niveau d'exigence des clients	non	0%	2%	0%	1%
	oui, un peu	11%	10%	50%	15%
	oui, assez	51%	33%	20%	39%
	oui, très	38%	55%	30%	45%
Transparence sur le marché	pas du tout transparentes	34%	17%	20%	24%
	très peu transparentes	37%	50%	50%	44%
	assez transparentes	21%	31%	20%	26%
	très transparentes	8%	2%	10%	6%
Respect des standards	pas du tout respectés	13%	12%	0%	11%
	peu respectés	37%	43%	67%	43%
	passablement respectés	34%	24%	22%	28%
	très respectés	16%	21%	11%	18%
Conditions d'accès	très difficiles	14%	28%	30%	22%
	difficiles	46%	25%	20%	33%
	faciles	30%	35%	50%	34%
	très faciles	11%	13%	0%	10%

% des entreprises ayant répondu

34. Les concurrents – les principales nationalités concurrentes

Nationalité des produits concurrents

	1er rang		2ème rang		3ème rang	
	Effectif	% de fois cité	Effectif	% de fois cité	Effectif	% de fois cité
Maliennne	48	53%	9	10%	12	13%
Ouest-africaine	10	11%	30	33%	5	6%
Autre africaine	3	3%	5	6%	10	11%
Occidentale	11	12%	15	17%	11	12%
Asiatique	1	1%	3	3%	7	8%
Autre	1	1%	3	3%	7	8%

Les origines, en nombre de fois citées dans chaque rang

Nationalité des concurrents par secteur d'activité

Nombre de fois cité dans le rang		Industrie	Services	Agriculture	Total
Maliens	1er rang	31%	36%	8%	74%
	2ème rang	2%	7%	1%	10%
	3ème rang	3%	2%	1%	7%
Ouest-africains	1er rang	3%	0%	1%	4%
	2ème rang	17%	14%	1%	32%
	3ème rang	2%	2%	1%	6%
Autres africains	1er rang	0%	2%	0%	2%
	2ème rang	4%	2%	2%	9%
	3ème rang	7%	7%	2%	16%

Nombre de fois cité dans le rang		Industrie	Services	Agriculture	Total
Occidentaux	1er rang	3%	6%	0%	9%
	2ème rang	9%	3%	1%	13%
	3ème rang	6%	6%	1%	12%
Asiatiques	1er rang	7%	2%	1%	10%
	2ème rang	1%	7%	1%	9%
	3ème rang	6%	3%	1%	10%
Autres	2ème rang	0%	1%	0%	1%
	3ème rang	2%	6%	0%	8%

Les origines, en nombre de fois citées dans chaque rang

35. Niveau de satisfaction des infrastructures de base

	pas du tout	très peu	peu	passablement	assez	très
Réseaux d'eau	6%	17%	31%	29%	10%	7%
Réseaux d'énergie et d'électricité	12%	21%	21%	29%	13%	2%
Routes et Réseaux routiers	15%	34%	32%	16%	2%	0%
Réseaux de téléphonie, d'internet et de télécommunication	1%	10%	30%	31%	25%	3%
Services postaux	18%	26%	33%	13%	8%	2%
Frets et transports aériens	3%	18%	31%	31%	13%	3%
Transport routier et services liés	4%	26%	33%	29%	6%	2%
Fret et Transport ferroviaire	46%	17%	17%	12%	6%	1%
Services et infrastructures portuaires et douanières	15%	21%	27%	24%	12%	1%
Infrastructures d'assainissement et d'évacuation d'effluents	16%	34%	27%	16%	3%	3%
Immobiliers d'entreprise (terrains à bâtir, zones d'activités)	8%	29%	35%	20%	6%	2%

36. Niveau de Connaissance des lois et règlements (1)

Connaissez vous des Lois et Règlements		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Accès aux financements	non	50%	18%	21%	17%	15%	21%
	quelque unes	50%	82%	64%	66%	69%	67%
	plusieurs	0%	0%	14%	17%	15%	13%
	Total d'avis	6	11	28	29	13	87
Accès à la main d'œuvre qualifiée	non	40%	9%	32%	10%	15%	20%
	quelque unes	60%	91%	57%	62%	69%	65%
	plusieurs	0%	0%	11%	28%	15%	15%
	Total d'avis	5	11	28	29	13	86
Accès aux équipements, technologies, permis et licences	non	75%	40%	50%	21%	8%	34%
	quelque unes	25%	50%	43%	54%	69%	51%
	plusieurs	0%	10%	7%	25%	23%	16%
	Total d'avis	4	10	28	28	13	83
Facilités d'importations	non	50%	0%	22%	7%	8%	14%
	quelque unes	50%	89%	63%	54%	62%	62%
	plusieurs	0%	11%	15%	39%	31%	25%
	Total d'avis	4	9	27	28	13	81

Edition 2021 - Rapport préliminaire

Connaissez vous des Lois et Règlements		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Facilités d'exportation	non	50%	22%	36%	14%	25%	26%
	quelque unes	50%	78%	54%	59%	75%	61%
	plusieurs	0%	0%	11%	28%	0%	13%
	Total d'avis	4	9	28	29	12	82
Incitations à la transformation et à l'industrialisation	non	100%	33%	50%	30%	42%	43%
	quelque unes	0%	56%	46%	44%	50%	45%
	plusieurs	0%	11%	4%	26%	8%	13%
	Total d'avis	4	9	28	27	12	80
Fiscalité (impôts, taxes et autres droits d'enregistrement)	non	33%	9%	3%	7%	0%	6%
	quelque unes	67%	55%	52%	43%	62%	51%
	plusieurs	0%	36%	45%	50%	38%	43%
	Total d'avis	3	11	29	30	13	86
Protection des droits, de la propriété, des contrats	non	50%	30%	36%	7%	15%	23%
	quelque unes	50%	50%	43%	69%	62%	56%
	plusieurs	0%	20%	21%	24%	23%	21%
	Total d'avis	4	10	28	29	13	84
Régulation et assainissement des marchés	non	25%	9%	27%	7%	8%	15%
	quelque unes	75%	82%	57%	61%	69%	64%
	plusieurs	0%	9%	17%	32%	23%	21%
	Total d'avis	4	11	30	28	13	86

37. Niveau de Connaissance des lois et règlements (2)

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Accès aux financements	non	17%	21%	33%	21%
	quelque unes	69%	67%	56%	67%
	plusieurs	14%	12%	11%	13%
	Total d'avis	36	42	9	87
Accès à la main d'œuvre qualifiée	non	14%	24%	22%	20%
	quelque unes	72%	59%	67%	65%
	plusieurs	14%	17%	11%	15%
	Total d'avis	36	41	9	86
Accès aux équipements, technologies, permis et licences	non	14%	48%	50%	34%
	quelque unes	74%	30%	50%	51%
	plusieurs	11%	23%	0%	16%
	Total d'avis	35	40	8	83
Facilités d'importations	non	9%	15%	25%	14%
	quelque unes	65%	59%	63%	62%
	plusieurs	26%	26%	13%	25%
	Total d'avis	34	39	8	81
Facilités d'exportation	non	11%	36%	38%	26%
	quelque unes	69%	54%	63%	61%
	plusieurs	20%	10%	0%	13%
	Total d'avis	35	39	8	82
Incitations à la transformation et à l'industrialisation	non	24%	63%	25%	43%
	quelque unes	59%	29%	63%	45%
	plusieurs	18%	8%	13%	13%
	Total d'avis	34	38	8	80
Fiscalité (impôts, taxes et autres droits d'enregistrement)	non	8%	2%	13%	6%
	quelque unes	51%	49%	63%	51%
	plusieurs	41%	49%	25%	43%
	Total d'avis	37	41	8	86

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Protection des droits, de la propriété, des contrats	non	8%	28%	63%	23%
	quelque unes	72%	50%	13%	56%
	plusieurs	19%	23%	25%	21%
	Total d'avis	36	40	8	84
Régulation et assainissement des marchés	non	11%	15%	33%	15%
	quelque unes	59%	70%	56%	64%
	plusieurs	30%	15%	11%	21%
	Total d'avis	37	40	9	86

38. Adaptation des lois et réglementations (1)

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Accès aux financements	pas vraiment	0%	11%	9%	4%	9%	7%
	un peu	100%	78%	55%	33%	45%	51%
	assez	0%	11%	32%	54%	45%	38%
	beaucoup	0%	0%	5%	8%	0%	4%
	Total d'avis	3	9	22	24	11	69
Accès à la main d'oeuvre qualifiée	pas vraiment	0%	0%	21%	0%	9%	7%
	un peu	50%	80%	58%	48%	36%	54%
	assez	50%	20%	11%	32%	45%	27%
	beaucoup	0%	0%	11%	20%	9%	12%
	Total d'avis	2	10	19	25	11	67
Accès aux équipements, technologies, permis et licences	pas vraiment	0%	33%	0%	5%	8%	7%
	un peu	0%	33%	64%	48%	25%	44%
	assez	100%	17%	21%	24%	67%	33%
	beaucoup	0%	17%	14%	24%	0%	15%
	Total d'avis	1	6	14	21	12	54
Facilités d'importation	pas vraiment	0%	22%	10%	0%	8%	7%
	un peu	100%	56%	48%	44%	17%	43%
	assez	0%	22%	43%	32%	67%	40%
	beaucoup	0%	0%	0%	24%	8%	10%
	Total d'avis	1	9	21	25	12	68
Facilités d'exportation	pas vraiment	0%	29%	11%	8%	11%	12%
	un peu	100%	71%	56%	42%	44%	51%
	assez	0%	0%	28%	38%	44%	31%
	beaucoup	0%	0%	6%	13%	0%	7%
	Total d'avis	1	7	18	24	9	59
Incitations à la transformation et à l'industrialisation	pas vraiment	0%	0%	0%	5%	14%	4%
	un peu	0%	67%	43%	42%	43%	46%
	assez	0%	17%	57%	32%	29%	37%
	beaucoup	0%	17%	0%	21%	14%	13%
	Total d'avis	0	6	14	19	7	46
Fiscalité (impôts, taxes et autres droits d'enregistrement)	pas vraiment	50%	0%	7%	0%	0%	4%
	un peu	0%	30%	46%	38%	23%	37%
	assez	50%	50%	29%	38%	62%	41%
	beaucoup	0%	20%	18%	23%	15%	19%
	Total d'avis	2	10	28	26	13	79

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
Protection des droits, de la propriété, des contrats	pas vraiment	0%	0%	11%	4%	0%	5%
	un peu	100%	43%	44%	58%	45%	52%
	assez	0%	29%	28%	23%	27%	25%
	beaucoup	0%	29%	17%	15%	27%	19%
	Total d'avis	2	7	18	26	11	64
Régulation et assainissement des marchés	pas vraiment	33%	20%	5%	12%	0%	10%
	un peu	33%	20%	45%	35%	50%	38%
	assez	33%	60%	36%	38%	42%	41%
	beaucoup	0%	0%	14%	15%	8%	11%
	Total d'avis	3	10	22	26	12	73

39. Adaptation des lois et réglementations (2)

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Accès aux financements	pas vraiment	3%	13%	0%	7%
	un peu	52%	47%	67%	51%
	assez	39%	38%	33%	38%
	beaucoup	6%	3%	0%	4%
	Total d'avis	31	32	6	69
Accès à la main d'œuvre qualifiée	pas vraiment	0%	13%	17%	7%
	un peu	50%	55%	67%	54%
	assez	33%	23%	17%	27%
	beaucoup	17%	10%	0%	12%
	Total d'avis	30	31	6	67
Accès aux équipements, technologies, permis et licences	pas vraiment	7%	10%	0%	7%
	un peu	41%	48%	50%	44%
	assez	41%	24%	25%	33%
	beaucoup	10%	19%	25%	15%
	Total d'avis	29	21	4	54
Facilités d'importation	pas vraiment	3%	9%	20%	7%
	un peu	29%	56%	40%	43%
	assez	55%	25%	40%	40%
	beaucoup	13%	9%	0%	10%
	Total d'avis	31	32	5	68
Facilités d'exportation	pas vraiment	10%	17%	0%	12%
	un peu	39%	63%	75%	51%
	assez	42%	17%	25%	31%
	beaucoup	10%	4%	0%	7%
	Total d'avis	31	24	4	59
Incitations à la transformation et à l'industrialisation	pas vraiment	0%	14%	0%	4%
	un peu	46%	43%	50%	46%
	assez	42%	29%	33%	37%
	beaucoup	12%	14%	17%	13%
	Total d'avis	26	14	6	46
Fiscalité (impôts, taxes et autres droits d'enregistrement)	pas vraiment	0%	8%	0%	4%
	un peu	27%	41%	57%	37%
	assez	52%	33%	29%	41%
	beaucoup	21%	18%	14%	19%
	Total d'avis	33	39	7	79

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		Industrie	Services	Agriculture	Total
Protection des droits, de la propriété, des contrats	pas vraiment	3%	7%	0%	5%
	un peu	48%	57%	33%	52%
	assez	30%	18%	33%	25%
	beaucoup	18%	18%	33%	19%
	Total d'avis	33	28	3	64
Régulation et assainissement des marchés	pas vraiment	9%	12%	0%	10%
	un peu	33%	44%	33%	38%
	assez	45%	35%	50%	41%
	beaucoup	12%	9%	17%	11%
	Total d'avis	33	34	6	73

40. Sollicitation des structures d'appui

Structures	Nombre d'entreprises ayant sollicité	% par rapport à l'échantillon
CNPM	50	56%
ANPE	39	43%
API	56	62%
APEJ	33	37%
CCIM-APCAM-APCMM	34	38%
Inspections du Travail	66	73%
FAFPA	41	46%
CSP	22	24%
APEX	16	18%
CEMAPI	21	23%
AGOA	13	14%

Nombre de recours aux structures d'appui (1)

% dans le total des recours à la structure d'appui /total des recours à la structure	Secteur				Taille						Nationalité			
	Industrie	Services	Agriculture	Total	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total	Malienne	Africaine	Non Africaine	Total
CNPM	46%	42%	12%	50	6%	14%	34%	30%	16%	50	78%	6%	16%	50
ANPE	46%	46%	8%	39	5%	13%	31%	33%	18%	39	72%	8%	21%	39
API	45%	48%	7%	56	7%	14%	32%	27%	20%	56	79%	7%	14%	56
APEJ	48%	39%	12%	33	6%	12%	30%	30%	21%	33	73%	6%	21%	33
CCIM-APCAM-APCMM	50%	29%	21%	34	12%	9%	32%	29%	18%	34	76%	6%	18%	34
Inspections du Travail	41%	48%	11%	66	2%	11%	32%	36%	20%	66	76%	9%	15%	66
FAFPA	54%	41%	5%	41	7%	5%	27%	46%	15%	41	78%	5%	17%	41
CSP	59%	32%	9%	22	9%	9%	27%	27%	27%	22	68%	9%	23%	22
APEX	69%	31%	0%	16	6%	13%	25%	31%	25%	16	63%	13%	25%	16
CEMAPI	71%	24%	5%	21	5%	10%	29%	29%	29%	21	67%	10%	24%	21
AGOA	62%	38%	0%	13	0%	15%	31%	23%	31%	13	62%	15%	23%	13

Nombre de recours aux structures d'appui (2)

% dans le total des recours à la structure d'appui /total des entreprises de la structure ayant eu recours	Secteur					Taille					Nationalité			
	Industrie	Services	Agriculture	Total	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total	Malienne	Africaine	Non Africaine	Total
CNPM	61%	50%	60%	50	50%	64%	57%	50%	62%	50	53%	50%	73%	50
ANPE	47%	43%	30%	39	33%	45%	40%	43%	54%	39	38%	50%	73%	39
API	66%	64%	40%	56	67%	73%	60%	50%	85%	56	60%	67%	73%	56
APEJ	42%	31%	40%	33	33%	36%	33%	33%	54%	33	33%	33%	64%	33
CCIM-APCAM-APCMM	45%	24%	70%	34	67%	27%	37%	33%	46%	34	36%	33%	55%	34
Inspections du Travail	71%	76%	70%	66	17%	64%	70%	80%	100%	66	68%	100%	91%	66
FAFPA	58%	40%	20%	41	50%	18%	37%	63%	46%	41	44%	33%	64%	41
CSP	34%	17%	20%	22	33%	18%	20%	20%	46%	22	21%	33%	45%	22
APEX	29%	12%	0%	16	17%	18%	13%	17%	31%	16	14%	33%	36%	16
CEMAPI	39%	12%	10%	21	17%	18%	20%	20%	46%	21	19%	33%	45%	21
AGOA	21%	12%	0%	13	0%	18%	13%	10%	31%	13	11%	33%	27%	13

41. Niveau de satisfaction des prestations de structures d'appui sollicitées

Par taille des entreprises

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
CNPM	très peu	0%	14%	25%	13%	13%	16%
	un peu	67%	43%	13%	27%	38%	29%
	assez	33%	29%	50%	60%	50%	49%
	beaucoup	0%	14%	13%	0%	0%	6%
	Total d'avis	3	7	16	15	8	49
ANPE	très peu	0%	40%	17%	8%	14%	15%
	un peu	0%	40%	42%	46%	43%	41%
	assez	100%	20%	42%	38%	0%	33%
	beaucoup	0%	0%	0%	8%	43%	10%
	Total d'avis	2	5	12	13	7	39
API	très peu	0%	38%	6%	13%	27%	16%
	un peu	25%	13%	28%	33%	27%	27%
	assez	50%	38%	61%	40%	27%	45%
	beaucoup	25%	13%	6%	13%	18%	13%
	Total d'avis	4	8	18	15	11	56
APEJ	très peu	0%	25%	10%	20%	29%	18%
	un peu	50%	25%	40%	30%	14%	30%
	assez	50%	50%	40%	50%	43%	45%
	beaucoup	0%	0%	10%	0%	14%	6%
	Total d'avis	2	4	10	10	7	33

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
CCIM-APCAM-APCMM	très peu	0%	33%	18%	10%	17%	15%
	un peu	50%	33%	36%	10%	33%	29%
	assez	50%	33%	36%	70%	50%	50%
	beaucoup	0%	0%	9%	10%	0%	6%
	Total d'avis	4	3	11	10	6	34
Inspections du Travail	très peu	0%	50%	45%	26%	33%	32%
	un peu	67%	0%	18%	37%	50%	34%
	assez	33%	50%	27%	32%	17%	29%
	beaucoup	0%	0%	9%	5%	0%	5%
	Total d'avis	3	2	11	19	6	41
FAFPA	très peu	0%	50%	45%	26%	33%	32%
	un peu	67%	0%	18%	37%	50%	34%
	assez	33%	50%	27%	32%	17%	29%
	beaucoup	0%	0%	9%	5%	0%	5%
	Total d'avis	3	2	11	19	6	41
CSP	très peu	0%	50%	20%	0%	33%	19%
	un peu	0%	0%	60%	33%	17%	29%
	assez	50%	0%	20%	33%	50%	33%
	beaucoup	50%	50%	0%	33%	0%	19%
	Total d'avis	2	2	5	6	6	21
APEX	très peu	0%	50%	25%	0%	25%	19%
	un peu	0%	50%	50%	40%	25%	38%
	assez	0%	0%	25%	40%	25%	25%
	beaucoup	100%	0%	0%	20%	25%	19%
	Total d'avis	1	2	4	5	4	16
CEMAPI	très peu	0%	50%	33%	0%	33%	24%
	un peu	0%	0%	50%	67%	33%	43%
	assez	0%	50%	17%	33%	17%	24%
	beaucoup	100%	0%	0%	0%	17%	10%
	Total d'avis	1	2	6	6	6	21
AGOA	très peu	0%	100%	25%	0%	25%	31%
	un peu	0%	0%	75%	0%	25%	31%
	assez	0%	0%	0%	67%	25%	23%
	beaucoup	0%	0%	0%	33%	25%	15%
	Total d'avis	0	2	4	3	4	13

Par secteur d'activité

		Industrie	Services	Agriculture	Total
CNPM	très peu	17%	14%	20%	16%
	un peu	22%	29%	60%	29%
	assez	61%	48%	0%	49%
	beaucoup	0%	10%	20%	6%
	Total d'avis	23	21	5	49

Edition 2021 - Rapport préliminaire

		Industrie	Services	Agriculture	Total
ANPE	très peu	11%	17%	33%	15%
	un peu	22%	56%	67%	41%
	assez	50%	22%	0%	33%
	beaucoup	17%	6%	0%	10%
	Total d'avis	18	18	3	39
API	très peu	20%	11%	25%	16%
	un peu	24%	33%	0%	27%
	assez	36%	56%	25%	45%
	beaucoup	20%	0%	50%	13%
	Total d'avis	25	27	4	56
APEJ	très peu	13%	31%	0%	18%
	un peu	25%	31%	50%	30%
	assez	56%	38%	25%	45%
	beaucoup	6%	0%	25%	6%
	Total d'avis	16	13	4	33
CCIM-APCAM-APCMM	très peu	12%	30%	0%	15%
	un peu	29%	20%	43%	29%
	assez	53%	50%	43%	50%
	beaucoup	6%	0%	14%	6%
	Total d'avis	17	10	7	34
Inspections du Travail	très peu	18%	47%	50%	32%
	un peu	41%	24%	50%	34%
	assez	36%	24%	0%	29%
	beaucoup	5%	6%	0%	5%
	Total d'avis	22	17	2	41
FAFPA	très peu	18%	47%	50%	32%
	un peu	41%	24%	50%	34%
	assez	36%	24%	0%	29%
	beaucoup	5%	6%	0%	5%
	Total d'avis	22	17	2	41
CSP	très peu	8%	43%	0%	19%
	un peu	23%	43%	0%	29%
	assez	38%	14%	100%	33%
	beaucoup	31%	0%	0%	19%
	Total d'avis	13	7	1	21
APEX	très peu	0%	60%	0%	19%
	un peu	45%	20%	0%	38%
	assez	27%	20%	0%	25%
	beaucoup	27%	0%	0%	19%
	Total d'avis	11	5	0	16
CEMAPI	très peu	13%	60%	0%	24%
	un peu	47%	20%	100%	43%
	assez	27%	20%	0%	24%
	beaucoup	13%	0%	0%	10%
	Total d'avis	15	5	1	21
AGOA	très peu	13%	60%	0%	31%
	un peu	50%	0%	0%	31%
	assez	13%	40%	0%	23%
	beaucoup	25%	0%	0%	15%
	Total d'avis	8	5	0	13

42. Connaissance et Crédibilité des structures de régulation

Structures citées comme « plutôt connues »

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
DGI	pas vraiment	17%	9%	0%	0%	0%	2%
	un peu	17%	18%	10%	7%	8%	10%
	oui, assez bien	50%	36%	50%	24%	54%	40%
	oui, très bien	17%	36%	40%	69%	38%	47%
	Total d'avis	6	11	30	29	13	89
DNCC	pas vraiment	40%	10%	7%	0%	0%	6%
	un peu	40%	40%	27%	8%	15%	22%
	oui, assez bien	20%	20%	40%	40%	62%	40%
	oui, très bien	0%	30%	27%	52%	23%	33%
	Total d'avis	5	10	30	25	13	83
DNI	pas vraiment	60%	17%	26%	0%	0%	16%
	un peu	0%	33%	19%	13%	44%	20%
	oui, assez bien	40%	0%	37%	52%	44%	40%
	oui, très bien	0%	50%	19%	35%	11%	24%
	Total d'avis	5	6	27	23	9	70
DNT	pas vraiment	20%	14%	11%	0%	0%	6%
	un peu	60%	14%	32%	12%	8%	22%
	oui, assez bien	20%	29%	43%	48%	54%	44%
	oui, très bien	0%	43%	14%	40%	38%	28%
	Total d'avis	5	7	28	25	13	78
INPS	pas vraiment	20%	0%	0%	0%	0%	1%
	un peu	20%	27%	7%	10%	8%	11%
	oui, assez bien	60%	27%	43%	38%	38%	40%
	oui, très bien	0%	45%	50%	52%	54%	48%
	Total d'avis	5	11	30	29	13	88
Directions liées à l'Agriculture	pas vraiment	33%	0%	27%	24%	14%	23%
	un peu	50%	25%	19%	24%	57%	28%
	oui, assez bien	17%	25%	23%	47%	0%	27%
	oui, très bien	0%	50%	31%	6%	29%	22%
	Total d'avis	6	4	26	17	7	60
Services Judiciaires	pas vraiment	40%	0%	7%	4%	0%	7%
	un peu	20%	50%	25%	9%	27%	23%
	oui, assez bien	40%	25%	39%	57%	55%	45%
	oui, très bien	0%	25%	29%	30%	18%	25%
	Total d'avis	5	8	28	23	11	75
UEMOA	pas vraiment	33%	0%	12%	0%	0%	7%
	un peu	67%	11%	19%	20%	30%	24%
	oui, assez bien	0%	44%	42%	48%	40%	41%
	oui, très bien	0%	44%	27%	32%	30%	29%
	Total d'avis	6	9	26	25	10	76
CEDEAO	pas vraiment	50%	0%	8%	0%	0%	7%
	un peu	50%	22%	27%	15%	22%	24%
	oui, assez bien	0%	44%	38%	42%	56%	39%
	oui, très bien	0%	33%	27%	42%	22%	30%
	Total d'avis	6	9	26	26	9	76

Structures citées comme « plutôt crédibles »

		TPE	PE	ME	GE	TGE	Total
DGI	non, pas du tout	0%	10%	7%	0%	8%	5%
	oui, mais très peu	40%	30%	30%	24%	46%	31%
	oui, assez	60%	50%	57%	55%	31%	52%
	oui, très	0%	10%	7%	21%	15%	13%
	Total d'avis	5	10	30	29	13	87
DNCC	non, pas du tout	0%	0%	4%	8%	17%	6%
	oui, mais très peu	75%	75%	46%	40%	33%	47%
	oui, assez	25%	13%	46%	40%	42%	39%
	oui, très	0%	13%	4%	12%	8%	8%
	Total d'avis	4	8	28	25	12	77
DNI	non, pas du tout	33%	0%	0%	0%	13%	3%
	oui, mais très peu	33%	100%	55%	39%	50%	51%
	oui, assez	33%	0%	30%	43%	25%	32%
	oui, très	0%	0%	15%	17%	13%	14%
	Total d'avis	3	5	20	23	8	59
DNT	non, pas du tout	0%	0%	9%	0%	0%	3%
	oui, mais très peu	50%	33%	48%	32%	31%	38%
	oui, assez	50%	67%	39%	52%	62%	51%
	oui, très	0%	0%	4%	16%	8%	8%
	Total d'avis	4	6	23	25	13	71
INPS	non, pas du tout	0%	0%	3%	0%	0%	1%
	oui, mais très peu	25%	27%	31%	18%	31%	26%
	oui, assez	75%	55%	59%	57%	38%	55%
	oui, très	0%	18%	7%	25%	31%	18%
	Total d'avis	4	11	29	28	13	85
Directions liées à l'Agriculture	non, pas du tout	0%	0%	5%	0%	0%	2%
	oui, mais très peu	75%	33%	26%	69%	67%	49%
	oui, assez	25%	67%	58%	23%	33%	42%
	oui, très	0%	0%	11%	8%	0%	7%
	Total d'avis	4	3	19	13	6	45
Services Judiciaires	non, pas du tout	0%	0%	4%	5%	9%	4%
	oui, mais très peu	67%	88%	36%	50%	45%	49%
	oui, assez	33%	13%	48%	41%	36%	39%
	oui, très	0%	0%	12%	5%	9%	7%
	Total d'avis	3	8	25	22	11	69
UEMOA	non, pas du tout	25%	0%	5%	4%	10%	6%
	oui, mais très peu	50%	67%	36%	24%	30%	36%
	oui, assez	25%	33%	55%	60%	30%	49%
	oui, très	0%	0%	5%	12%	30%	10%
	Total d'avis	4	9	22	25	10	70
CEDEAO	non, pas du tout	0%	11%	4%	8%	11%	7%
	oui, mais très peu	67%	67%	35%	38%	44%	43%
	oui, assez	33%	22%	52%	42%	22%	40%
	oui, très	0%	0%	9%	12%	22%	10%
	Total d'avis	3	9	23	26	9	70

43. Attentes des entreprises vis-à-vis de l'Etat

Attentes toutes catégories confondues

	aucune attente	attente modérée	attente majeure	Total
Faciliter l'accès aux financements	7%	43%	51%	89
Faciliter l'accès aux marchés	5%	59%	36%	86
Créer des infrastructures de base	4%	47%	49%	85
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	7%	51%	42%	83
Organiser et assainir les marchés	2%	39%	59%	87
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	1%	45%	54%	87
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	1%	20%	79%	89
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	5%	45%	50%	88
Faciliter l'accès aux services non financiers	5%	61%	34%	87
Payer la dette intérieure	10%	46%	44%	89
Revoir les procédures et mesures fiscales en favorisant les entreprises formelles	5%	37%	58%	86
Promouvoir le dialogue social	2%	44%	54%	89
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	4%	45%	51%	84

Attentes des entreprises par catégorie

		Secteur				Taille						Nationalité			
		Industrie	Services	Agriculture	Total	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total	Maliennne	Africaine	Non Africaine	Total
Faciliter l'accès aux financements	attente majeure	53%	44%	70%	51%	50%	73%	47%	48%	46%	51%	56%	17%	36%	0%
	attente modérée	45%	46%	20%	43%	50%	27%	47%	45%	38%	43%	40%	50%	55%	0%
	aucune attente	3%	10%	10%	7%	0%	0%	7%	7%	15%	7%	4%	33%	9%	0%
Faciliter l'accès aux marchés	attente majeure	35%	31%	60%	36%	50%	60%	31%	31%	33%	36%	40%	20%	18%	0%
	attente modérée	62%	62%	40%	59%	50%	40%	62%	66%	58%	59%	56%	60%	82%	0%
	aucune attente	3%	8%	0%	5%	0%	0%	7%	3%	8%	5%	4%	20%	0%	0%
Créer des infrastructures de base	attente majeure	47%	49%	60%	49%	67%	67%	48%	52%	25%	49%	55%	20%	27%	0%
	attente modérée	53%	46%	30%	47%	33%	33%	45%	45%	75%	47%	42%	60%	73%	0%
	aucune attente	0%	5%	10%	4%	0%	0%	7%	3%	0%	4%	3%	20%	0%	0%
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	attente majeure	37%	39%	70%	42%	60%	73%	41%	35%	25%	42%	42%	40%	45%	0%
	attente modérée	57%	53%	20%	51%	40%	18%	52%	62%	58%	51%	52%	40%	45%	0%
	aucune attente	6%	8%	10%	7%	0%	9%	7%	4%	17%	7%	6%	20%	9%	0%
Organiser et assainir les marchés	attente majeure	57%	60%	60%	59%	67%	82%	45%	64%	54%	59%	61%	33%	55%	0%
	attente modérée	41%	38%	40%	39%	33%	18%	55%	32%	38%	39%	37%	50%	45%	0%
	aucune attente	3%	3%	0%	2%	0%	0%	0%	4%	8%	2%	1%	17%	0%	0%
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	attente majeure	58%	48%	67%	54%	50%	64%	39%	69%	46%	54%	56%	33%	55%	0%
	attente modérée	42%	50%	33%	45%	50%	36%	61%	31%	46%	45%	44%	50%	45%	0%
	aucune attente	0%	3%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	8%	1%	0%	17%	0%	0%
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	attente majeure	73%	83%	80%	79%	67%	82%	73%	83%	85%	79%	78%	67%	91%	0%
	attente modérée	24%	17%	20%	20%	33%	18%	27%	14%	15%	20%	21%	33%	9%	0%
	aucune attente	3%	0%	0%	1%	0%	0%	0%	3%	0%	1%	1%	0%	0%	0%



		Secteur				Taille						Nationalité			
		Industrie	Services	Agriculture	Total	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total	Malienne	Africaine	Non Africaine	Total
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	attente majeure	45%	50%	70%	50%	67%	64%	38%	59%	38%	50%	51%	67%	36%	0%
	attente modérée	53%	45%	20%	45%	33%	27%	59%	38%	54%	45%	46%	33%	45%	0%
	aucune attente	3%	5%	10%	5%	0%	9%	3%	3%	8%	5%	3%	0%	18%	0%
Faciliter l'accès aux services non financiers	attente majeure	32%	31%	60%	34%	50%	73%	24%	36%	15%	34%	40%	17%	9%	0%
	attente modérée	68%	62%	30%	61%	50%	27%	72%	61%	69%	61%	59%	67%	73%	0%
	aucune attente	0%	8%	10%	5%	0%	0%	3%	4%	15%	5%	1%	17%	18%	0%
Payer la dette intérieure	attente majeure	38%	43%	70%	44%	67%	45%	43%	47%	25%	44%	45%	40%	36%	0%
	attente modérée	57%	40%	30%	46%	33%	36%	47%	50%	50%	46%	49%	40%	27%	0%
	aucune attente	5%	17%	0%	10%	0%	18%	10%	3%	25%	10%	5%	20%	36%	0%
Revoir les procédures et mesures fiscales en favorisant les entreprises formelles	attente majeure	46%	65%	78%	58%	60%	82%	52%	57%	54%	58%	59%	67%	45%	0%
	attente modérée	46%	33%	22%	37%	40%	18%	48%	36%	31%	37%	38%	17%	45%	0%
	aucune attente	8%	3%	0%	5%	0%	0%	0%	7%	15%	5%	3%	17%	9%	0%
Promouvoir le dialogue social	attente majeure	38%	62%	80%	54%	67%	64%	60%	52%	31%	54%	60%	33%	27%	0%
	attente modérée	57%	38%	20%	44%	33%	36%	40%	41%	69%	44%	39%	50%	73%	0%
	aucune attente	5%	0%	0%	2%	0%	0%	0%	7%	0%	2%	1%	17%	0%	0%
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	attente majeure	53%	49%	56%	51%	40%	73%	41%	59%	42%	51%	53%	20%	55%	0%
	attente modérée	44%	49%	33%	45%	60%	27%	52%	41%	50%	45%	44%	60%	45%	0%
	aucune attente	3%	3%	11%	4%	0%	0%	7%	0%	8%	4%	3%	20%	0%	0%

44. Priorités de l'Etat et des institutions publiques

Priorités de l'Etat, toutes catégories confondues

	aucune priorité	priorité modérée	priorité majeure	Total
Faciliter l'accès aux financements	10%	80%	9%	87
Faciliter l'accès aux marchés	7%	81%	12%	85
Créer des infrastructures de base	8%	77%	14%	84
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	3%	78%	20%	80
Organiser et assainir les marchés	7%	77%	16%	86
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	5%	83%	13%	87
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	6%	62%	33%	89
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	7%	79%	14%	86
Faciliter l'accès aux services non financiers	7%	80%	13%	85
Payer la dette intérieure	14%	68%	18%	87
Revoir les procédures et mesures fiscales en favorisant les entreprises formelles	5%	77%	18%	84
Promouvoir le dialogue social	7%	67%	26%	88
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	7%	76%	17%	83

Priorités de l'Etat par catégories

		Secteur				Taille						Nationalité			
		Industrie	Services	Agriculture	Total	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total	Maliennne	Africaine	Non Africaine	Total
Faciliter l'accès aux financements	priorité majeure	8%	5%	30%	9%	17%	18%	7%	4%	17%	9%	8%	0%	20%	9%
	priorité modérée	81%	85%	60%	80%	83%	55%	87%	86%	75%	80%	81%	80%	80%	80%
	aucune priorité	11%	10%	10%	10%	0%	27%	7%	11%	8%	10%	11%	20%	0%	10%
Faciliter l'accès aux marchés	priorité majeure	3%	16%	30%	12%	33%	20%	7%	14%	0%	12%	14%	0%	0%	12%
	priorité modérée	89%	76%	70%	81%	67%	60%	89%	83%	83%	81%	80%	80%	91%	81%
	aucune priorité	8%	8%	0%	7%	0%	20%	4%	3%	17%	7%	6%	20%	9%	7%
Créer des infrastructures de base	priorité majeure	6%	18%	30%	14%	33%	22%	10%	7%	27%	14%	13%	20%	20%	14%
	priorité modérée	89%	69%	70%	77%	67%	67%	83%	83%	64%	77%	81%	80%	50%	77%
	aucune priorité	6%	13%	0%	8%	0%	11%	7%	10%	9%	8%	6%	0%	30%	8%
Simplifier les procédures de création et de développement des entreprises	priorité majeure	18%	19%	30%	20%	40%	40%	17%	15%	10%	20%	20%	20%	22%	20%
	priorité modérée	82%	76%	70%	78%	60%	60%	79%	85%	80%	78%	79%	60%	78%	78%
	aucune priorité	0%	5%	0%	3%	0%	0%	3%	0%	10%	3%	2%	20%	0%	3%
Organiser et assainir les marchés	priorité majeure	14%	15%	30%	16%	33%	27%	14%	11%	15%	16%	14%	17%	27%	16%
	priorité modérée	83%	75%	60%	77%	67%	64%	79%	85%	69%	77%	80%	67%	64%	77%
	aucune priorité	3%	10%	10%	7%	0%	9%	7%	4%	15%	7%	6%	17%	9%	7%
Assurer la sécurité judiciaire et juridique	priorité majeure	11%	10%	33%	13%	33%	18%	7%	10%	15%	13%	13%	0%	18%	13%
	priorité modérée	87%	83%	67%	83%	67%	82%	89%	86%	69%	83%	84%	83%	73%	83%
	aucune priorité	3%	8%	0%	5%	0%	0%	4%	3%	15%	5%	3%	17%	9%	5%



Baromètre de Conjoncture des Entreprises du Mali Edition 2021 - Rapport préliminaire

		Secteur				Taille						Nationalité			
		Industrie	Services	Agriculture	Total	TPE	PE	ME	GE	TGE	Total	Maliennne	Africaine	Non Africaine	Total
Assurer la stabilité politique et la sécurité intérieure	priorité majeure	26%	37%	40%	33%	50%	18%	33%	30%	42%	33%	29%	33%	60%	33%
	priorité modérée	71%	54%	60%	62%	50%	73%	63%	60%	58%	62%	66%	67%	30%	62%
	aucune priorité	3%	10%	0%	6%	0%	9%	3%	10%	0%	6%	5%	0%	10%	6%
Faciliter l'accès aux partenariats (commercial, technique, financier)	priorité majeure	8%	15%	30%	14%	33%	20%	10%	10%	17%	14%	14%	33%	0%	14%
	priorité modérée	92%	72%	60%	79%	67%	60%	83%	83%	83%	79%	81%	67%	70%	79%
	aucune priorité	0%	13%	10%	7%	0%	20%	7%	7%	0%	7%	4%	0%	30%	7%
Faciliter l'accès aux services non financiers	priorité majeure	13%	8%	30%	13%	33%	18%	7%	14%	8%	13%	16%	0%	0%	13%
	priorité modérée	82%	84%	60%	80%	67%	64%	89%	79%	83%	80%	78%	83%	90%	80%
	aucune priorité	5%	8%	10%	7%	0%	18%	4%	7%	8%	7%	6%	17%	10%	7%
Payer la dette intérieure	priorité majeure	11%	23%	30%	18%	33%	36%	21%	10%	9%	18%	18%	20%	20%	18%
	priorité modérée	76%	60%	70%	68%	50%	36%	69%	80%	73%	68%	72%	60%	40%	68%
	aucune priorité	14%	18%	0%	14%	17%	27%	10%	10%	18%	14%	10%	20%	40%	14%
Revoir les procédures et mesures fiscales en favorisant les entreprises formelles	priorité majeure	11%	23%	22%	18%	20%	36%	14%	11%	25%	18%	14%	40%	30%	18%
	priorité modérée	86%	69%	78%	77%	80%	55%	83%	81%	75%	77%	83%	60%	50%	77%
	aucune priorité	3%	8%	0%	5%	0%	9%	3%	7%	0%	5%	3%	0%	20%	5%
Promouvoir le dialogue social	priorité majeure	11%	38%	30%	26%	33%	45%	27%	21%	15%	26%	26%	20%	27%	26%
	priorité modérée	83%	52%	70%	67%	67%	45%	70%	71%	69%	67%	69%	80%	45%	67%
	aucune priorité	6%	10%	0%	7%	0%	9%	3%	7%	15%	7%	4%	0%	27%	7%
Veiller à l'application des lois et réglementations UEMOA et CEDEAO	priorité majeure	17%	15%	22%	17%	20%	36%	21%	4%	17%	17%	16%	0%	27%	17%
	priorité modérée	77%	77%	67%	76%	80%	45%	72%	92%	75%	76%	78%	80%	64%	76%
	aucune priorité	6%	8%	11%	7%	0%	18%	7%	4%	8%	7%	6%	20%	9%	7%